

Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine

Steven Spittaels & Filip Hilgert



Recherches et rédaction: Steven Spittaels & Filip Hilgert
Mise en page: Anne Hullebroeck

Anvers, le 17 février 2009

Photo de couverture : Feu de brousse précédant la randonnée des éleveurs transhumants. Les feux annoncent le début de la saison sèche et la reprise des attaques par les bandits (Photo: IPIS 2008).

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier toutes les personnes interviewées.

Les auteurs tiennent également à adresser leur gratitude aux organisations suivantes pour leur apport :

HDPT CAR, OCHA, UNHCR, BONUCA, UNDSS, LACCEG, ECOFAC, FNEC, PARPAF, BECDOR, DPER et JUPEDEC

Les auteurs tiennent à remercier les organisations suivantes pour leur soutien logistique :

OCHA, PAM, Triangle GH, IMC, DRC, l'Evêché de Kaga-Bandoro, Merlin, CAM et l'UE



« Ce projet est financé par l'Union européenne. IPIS est seul responsable de son contenu qui ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'Union européenne. »

Résumé

Comparée à ses voisins notoires du nord, de l'est et du sud, la République centrafricaine est un pays mal connu qui compte peu d'habitants. Pourtant, sa population souffre de violence depuis longtemps.

Peu de zones en République centrafricaine sont réellement sécurisées. Même si le pays est faiblement peuplé, il est déchiré par une multitude d'acteurs armés. Ces combattants recourent aux armes pour des raisons diverses mais ils ont une chose en commun : face à un quelconque Etat bien organisé, ces opposants ne feraient pas le poids. Mais un Etat organisé, c'est justement cela qui manque à la République centrafricaine.

Premièrement, il existe trois groupes rebelles centrafricains qui disposent d'hommes armés sur le terrain qui exercent leur autorité dans les zones sous leur contrôle. L'APRD contrôle deux zones contiguës dans le nord-est et le nord du pays. Il s'agit d'un mouvement amateur qui semble sincère quand il affirme se battre pour la sécurité de la région. Il existe toutefois une différence importante, dans leurs rapports avec la population locale et dans leur respect des droits de l'homme, entre les deux principaux commandants sur le terrain. L'APRD n'est pas suffisamment forte pour défier le gouvernement actuel de Bangui. Jusqu'à présent, le groupe a démontré qu'il était capable d'assurer sa survie mais il semble chercher une issue politique au combat.

Autre groupe rebelle, l'UFDR opère dans le nord-est de la RCA. Il a lancé une série d'attaques étonnamment efficaces contre certaines villes en 2006 et en 2007, mais en 2008, c'est le seul groupe armé qui ne se soit pas affronté à l'armée de la République centrafricaine. L'UFDR adhère aux accords conclus avec le gouvernement de la RCA et semble prêt à poursuivre le combat sur un plan politique. On ne sait pas clairement si cette disposition de l'UFDR est due à la fatigue de se battre et à un réflexe de survie ou à l'espoir sincère que l'on réponde à leurs griefs sur le plan politique. Cependant, il est clair que le mouvement a perdu beaucoup de soutien dans la région négligée et qu'il est même militairement contesté par un nombre de dissidents.

Le troisième groupe rebelle disposant d'une présence militaire en RCA est le FDPC. Il s'agit de loin du plus faible des trois et il était dormant jusque novembre 2008. La seule raison qui expliquera son réveil serait qu'il cherche à renforcer sa position de négociation dans le processus de paix en cours ou qu'il cherche simplement à troubler celui-ci.

En dehors des actions des rebelles, la population souffre aussi d'agressions de la part d'une grande série d'autres acteurs armés y compris leurs propres services de sécurité. Les FACA ont un terrible bilan en matière du respect des droits de l'homme et est incapable d'assurer la sécurité de la population.

Une part importante de la violence est commise par des étrangers. Chaque année, de grands groupes de braconniers lourdement armés pénètrent en provenance du Soudan en RCA pour y piller sa faune.

En provenance de la RDC, la LRA a mené un raid violent dans le sud-est de la RCA pendant plusieurs semaines qui a entraîné l'enlèvement de plus de 100 personnes.

Du Tchad et du Soudan, des bandes armées d'éleveurs traversent les frontières du pays pour y faire paître leurs troupeaux. Ils se sont heurtés à plusieurs reprises à la population locale et le banditisme armé prospère dans leur sillage.

Ces bandits armés, généralement désignés sous l'appellation de « coupeurs de route » ou « zaraguinas », constituent probablement le problème de sécurité le plus important auquel le pays est confronté. Ils troublent le peu de circulation qui existe en RCA, y compris les transports commerciaux. Au cours de leurs attaques armées, ils prennent souvent des otages. Certains de ces bandits sont centrafricains mais beaucoup d'entre eux sont originaires du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Nigeria.

Deux missions de consolidation de la paix internationales différentes sont déployées sur le territoire de la RCA : la MICOPAX et l'EUFOR. Leurs nombres sont limités et insuffisants pour rétablir la sécurité.

La situation actuelle de la RCA paraît peu optimiste mais une présence accrue de l'Etat et une armée nationale réformée pourraient résoudre la plupart des problèmes de sécurité causés par les étrangers. Afin de répondre aux griefs des gens de diverses régions intérieures, d'autres mesures sont nécessaires, principalement à un niveau socio-économique.

Table des matières

Introduction	6
Première partie : Les acteurs des conflits	8
L'APRD	8
L'UFDR	11
Les FACA	13
Autres	15
Deuxième partie : Présentation de la collection de cartes	23
Sources cartographiques	23
La carte de base « République centrafricaine »	23
Les cartes « dynamiques »	24
Les cartes « statiques »	24
La carte « rapports »	26
Troisième partie : Analyse	27
L'est	27
Le nord-ouest	35
Le nord	40
Conclusion	44
Recommandations	46
Annexe 1 : Liste des abréviations	48
Annexe 2 : Comment utiliser les cartes internet	50



Des enfants soldats démobilisés attendent l'examen médical par une organisation humanitaire (IPIS 2008)

Introduction

« Cartographie des motivations derrière les conflits : la République centrafricaine » est le troisième rapport d'une série de cartographie réalisée par IPIS¹. Il aborde la présence, le comportement et les motivations des groupes armés qui opéraient en République centrafricaine en 2008.

IPIS compare quatre motivations pour chaque belligérant – cupidité, griefs, pouvoir et survie – qui pourraient déterminer leur comportement, et les confronte à la réalité.

Dans une première partie, on présente les groupes armés actifs sur le territoire centrafricain. On y explique qui les commande, où ils sont déployés, en quoi consiste leur programme politique, quelle est leur force et en quoi ils affectent la sécurité en RCA.

La partie centrale explique comment IPIS a produit une collection de cartes qui étaye son analyse. Comme pour les rapports précédents, la partie texte du document fait constamment référence à cette collection qui constitue une partie intégrale de l'analyse. Les cartes peuvent être consultées en ligne sur www.ipisresearch.be/mapping_car.php. Elles montrent la situation en date de novembre 2008.

Les cartes en ligne procurent de l'information sur le pays dans son ensemble, tandis que le texte n'aborde que les zones où se posent des problèmes de sécurité sérieux. Ces zones sont le nord-est, le nord et l'est de la République centrafricaine. Les trois zones de conflit sont abordées en détail dans la troisième partie qui est la partie analytique du rapport.

Dans cette partie analytique, on construit des arguments concernant les vraies motivations des groupes armés. De tels arguments sont établis en comparant les cartes. Par exemple, les positions d'un groupe rebelle et les confrontations dans lesquelles il a été impliqué sont géographiquement comparées à la présence de ressources naturelles. De cette comparaison, on peut déduire si le groupe a effectivement accès ou s'il essaie d'avoir accès aux ressources naturelles. En

¹ Plus d'informations sur le projet de cartographie et sur la méthodologie utilisée sont disponibles sur la page d'accueil à l'adresse : www.ipisresearch.be/mapping.

conséquent, une réponse décisive peut être donnée à la question de savoir si le groupe armé est motivé dans son combat par le profit qu'il peut tirer du trafic de ces ressources.

Les cartes ne sont pas la seule source qu'utilise IPIS pour décoder le comportement des combattants. Les visions générales générées par les cartes sont complétées par des données récoltées sur le terrain et via des sources écrites disponibles.

Il est difficile de se procurer des informations (de sécurité) fiables sur une zone de conflit. C'est pourquoi les données sur nos cartes ne sont pas exhaustives même si elles donnent une indication claire de la situation. IPIS serait heureux de recevoir toutes informations complémentaires ou corrections qui pourraient compléter nos cartes (mapping@ipisresearch.be). L'objectif de ces cartes n'est pas seulement de fournir des réponses mais aussi de soulever des questions importantes. Nous invitons donc d'autres personnes à les utiliser comme cadre à une réflexion ou des actions futures.

La RCA est un pays peu voire pas du tout connu en Europe. Rien de surprenant à cela puisque la presse internationale ne le couvre presque jamais. Il n'est pas toujours facile de savoir pourquoi certains pays reçoivent moins d'attention que d'autres. Dans le cas de la RCA, les problèmes et la misère ne manquent pas. En janvier 2009, les déplacés internes et les réfugiés centrafricains constituaient encore plus de 5% de sa population et tout au long de 2008, la moitié des préfectures centrafricaines a subi des attaques de la part de groupes armés avec comme conséquence qu'un quart de la population est affecté par la violence². Si on regarde au-delà de la question de la sécurité, on trouve la République centrafricaine à la 178^{ème} place sur 179 pays dans l'Indicateur de Développement Humain du PNUD.

²HDPT CAR, *Central African Republic Fact Sheet*, février 2009.



Le général Damane de l'UFDR et un garde du corps (IPIS 2008)

Les titres dans cette colonne renvoient le lecteur à la carte qu'il faut consulter pendant la lecture du texte

Rebels

Première partie : Les acteurs des conflits

L'APRD

L'APRD (*Armée Populaire pour la Restauration de la République et la Démocratie*) est le mouvement rebelle dont la présence sur le sol centrafricain est la plus importante. Il occupe la plus grande partie de la zone située entre Ngaounday/Bocaranga dans le nord-ouest et Kaga-Bandoro/Kabo dans le nord. Il est né au lendemain des élections présidentielles de 2005. Le profil de ses membres est hétérogène. Dans leurs rangs, on compte des déserteurs des FACA (*Forces Armées Centrafricaines*), des « ex-libérateurs » centrafricains³, des « ex-libérateurs » tchadiens, des groupes d'autodéfense locaux et des bandits de grand chemin reconvertis (ENCADRE 1). La structure de commandement est également complexe. L'actuel leadership de l'APRD est un amalgame constitué d'un chef politique, l'ancien ministre de la Défense Jean-Jacques Demafouth, qui est en charge des négociations avec le gouvernement, et d'un nombre de commandants militaires. Demafouth vit à Paris où il travaille comme avocat.

³ Des combattants qui ont aidé Bozizé à renverser le régime de Patassé en 2003.

Sur le terrain, il y a plusieurs personnages en vue. Le plus influent semble être le « colonel » Laurent Djim-Woei Bebiti qui est généralement désigné comme « porte-parole ». Par tous ceux qui ont à faire avec l'APRD sur le terrain il est considéré comme le principal chef du mouvement. Toutefois, outre Laurent, l'APRD revendique deux autres colonels et même un général. Le « colonel » Maradas Lakoué est un autre commandant sur le terrain qui affirme systématiquement recevoir ses ordres de Laurent d'une part mais d'autre part, il semble exercer un contrôle indépendant sur l'est du territoire de l'APRD. Le « colonel » Bertin Wafio était le commandant en chef de l'APRD aux alentours de Paoua. Actuellement, il intervient à titre de conseiller et à ce titre, il accompagne Demafouth à certains pourparlers de paix. Pour finir, un « général » au passé tchadien, du nom de « Doumran » ou « Doumro » a été aperçu à plusieurs occasions dans les rangs de l'APRD⁴. On suppose qu'il a pris la direction de plusieurs opérations militaires dans le passé. Laurent et Lakoué affirment que c'est lui qui les a promus au rang de colonel.

Depuis la nomination de Demafouth comme chef politique et principal négociateur de l'APRD, l'influence de l'ancien président Patassé sur le mouvement est clairement minimale. Selon le commandant sur le terrain de l'APRD, il n'y a pas de lien entre eux et Patassé, affirmant que celui-ci n'a jamais rien fait de bien pour sa région natale⁵.

ENCADRE 1 : Le Com-zone Félix

L'histoire du « Commandant de zone » Félix, racontée à IPIS par un travailleur humanitaire⁶, illustre bien la composition hétérogène de l'APRD.

« Félix est un Com-zone tout au nord de la RCA à la frontière tchadienne. Après le meurtre de ses parents par les FACA, il a décidé de se venger. Il a attaqué une patrouille militaire et pris une arme. Avec cette arme, il est allé se présenter chez Laurent qui l'a fait membre de l'APRD. Félix ne regrette pas d'avoir rejoint l'APRD mais il fait remarquer que pas tous se sont enrôlés pour les mêmes raisons que lui. Il a vu beaucoup de profiteurs qui se sont joints à l'APRD uniquement à la recherche de femmes et de profit. »

L'organisation militaire de l'APRD relève plutôt de l'improvisation. La zone sous son contrôle est divisée en plusieurs zones de commandement. Le nombre de ces zones semble varier selon la source et l'époque mais il y a certainement pas moins de 6 et pas plus de 12. A la tête de chaque zone, il y a un « com-zone ». Le nombre total des combattants de l'APRD est difficile à estimer car ils opèrent dans des coins reculés et beaucoup d'entre eux ne sont des rebelles qu'à temps partiel. Le chiffre le plus cité dans les rapports est celui de 1 000 combattants. Tous les combattants de l'APRD ne sont pas armés pour autant. L'équipement et l'armement de l'APRD sont vraiment limités voire pauvres. Elle n'a pas d'uniformes ni de véhicules à l'exception de quelques motocyclettes. Sa puissance de feu consiste en

⁴ Plusieurs entretiens réalisés par IPIS auprès de travailleurs humanitaires nationaux et internationaux à Paoua et à Kaga-Bandoro en octobre et novembre 2008.

⁵ Entretiens réalisés par IPIS avec le commandement de l'APRD dans les environs de Paoua en novembre 2008.

⁶ Entretien réalisé par IPIS avec un travailleur humanitaire à Bangui en octobre 2008.

un mélange de fusils d'assaut (AK, FAL et Galil), de fusils de chasse et de quelques lance-roquettes (RPGs)⁷. Les munitions des fusils de chasse sont souvent « faites maison ».

En dépit de ses trois ans d'existence, l'APRD n'a pas mis au point un vrai programme politique. Demafouth n'a pas rédigé de document qui explique les griefs et les objectifs de son mouvement pas plus que le commandement militaire sur le terrain⁸. L'APRD compte de nombreux ennemis. Selon le colonel Laurent, l'APRD se bat contre les FACA, les coupeurs de route, l'armée tchadienne et tous ceux qui constituent une menace pour le territoire centrafricain et son peuple. Les raisons qu'il invoque pour expliquer le combat qu'il mène contre le gouvernement centrafricain peuvent se résumer comme suit⁹ :

- Le pays est victime d'une agression étrangère. Des éléments tchadiens qui ont aidé le Président Bozizé à saisir le pouvoir en 2003 sont devenus des bandits de grand chemin qui sèment la terreur.
- Les services de sécurité de l'Etat commettent de graves violations des droits de l'homme contre la population.
- Le régime actuel a détruit l'économie. Bozizé et ses alliés ont marché sur Bangui en pillant et ils ont continué à le faire après leur prise du pouvoir. L'économie a besoin d'être reconstruite.
- Pour les raisons citées plus haut, des changements radicaux s'imposent. Le régime a trahi le pays et il doit être remplacé. Si nécessaire, l'APRD conquerra tout le territoire.

Si on considère les éléments cités plus haut, l'APRD affirme agir en faveur de la sécurité de la République centrafricaine et sa population. Elle en veut sérieusement au Président Bozizé et cherche à changer de régime. Elle est désireuse d'occuper à son tour des fonctions politiques (comme l'illustre sa participation au deuxième gouvernement du premier ministre Faustin Touadéra).

Le 9 mai 2008, l'APRD était le dernier groupe rebelle principal à avoir signé un accord de paix avec le gouvernement centrafricain à Libreville, la capitale du Gabon. Le court texte stipule la cessation des hostilités, le lancement d'un programme de DDR et la promulgation d'une loi d'amnistie générale. Le 21 juin, l'APRD a également signé « l'Accord de Paix Global » entre le gouvernement de la République centrafricaine et les trois principaux groupes rebelles qui réitéraient les engagements passés pris par les signataires au cours de négociations distinctes (ENCADRE 2). Le colonel Laurent a clairement affirmé que l'APRD avait opté pour la paix en attendant le « Dialogue Politique Inclusif » (DPI) qui devait alors avoir lieu. Si ce dialogue ne devait pas déboucher sur des résultats significatifs (un changement de régime), l'APRD n'hésitera pas à reprendre ses opérations militaires¹⁰.

⁷ Informations provenant d'observations et d'entretiens par des chercheurs d'IPIS en novembre 2008.

⁸ Des chercheurs d'IPIS ont demandé un document écrit reprenant les griefs de l'APRD à J.-J. Demafouth en octobre ainsi qu'au colonel Djim-Woei en novembre 2008. Aucun des deux n'a pu fournir ce texte. Demafouth a expliqué que seuls ses gens sur le terrain disposaient d'un tel document. Laurent a dans un premier temps déclaré qu'il ne révélerait son programme qu'à la table de négociation du « dialogue inclusif ». Plus tard, il a montré un document rédigé à la main qui concernait la position de l'APRD sur le processus de DDR mais pas un manifeste politique.

⁹ Le paragraphe suivant est basé sur un entretien avec le colonel Laurent et son conseiller politique (novembre 2008). Il faut noter que ce qu'ils ont décrit comme leur cause diffère sensiblement des raisons avancées par le colonel Lakoué. Nous traiterons de ce point plus loin dans le rapport dans la partie consacrée à l'analyse (chapitre 3).

¹⁰ Entretien mené par IPIS avec le commandement de l'APRD dans les environs de Paoua en novembre 2008.

ENCADRE 2 : le processus de paix de Libreville

Un Accord de Paix Global (APG) entre le gouvernement de la République centrafricaine et les différents groupes rebelles devait être signé le 21 juin 2008 à Libreville (au Gabon) sous les auspices du Président gabonais, Omar Bongo. Les trois groupes rebelles actifs avaient chacun signé auparavant des accords séparés avec le gouvernement : le FDPC à Syrte (en Libye) en février 2007, l'UFDR à Birao en avril 2007 et l'APRD à Libreville en mai 2008.

L'APRD et l'UFDR ont signé l'APG (même si le cessez-le-feu entre l'APRD et les FACA a été ensuite violé à plusieurs occasions). Le FDPC ne l'a pas fait et est resté en dehors du processus de paix de Libreville toute l'année 2008.

Le 7 décembre 2008, un jour avant le début du « Dialogue Politique Inclusif » à Bangui, le MLCJ d'Abakar Sabone a signé l'Accord de Paix Global de Libreville et est entré dans le processus de paix. Le MLCJ n'a pas de troupes en RCA mais il est un des mouvements qui autrefois constituaient l'UFDR. Quelques jours plus tard, également l'UFR de Florian Ndjadder, un autre mouvement politico-militaire inactif et sans armée, a rejoint l'APG.

L'UFDR

L'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement est le plus jeune des deux groupes rebelles principaux. Elle a été créée seulement en septembre 2006 comme alliance entre trois groupes distincts. A cette époque, les deux leaders du mouvement étaient le président Michel Am Nondroko Djotodia et son porte-parole Abakar Sabone. Les deux leaders ont été arrêtés peu après les attaques d'envergure de l'UFDR contre Birao, Ndélé, Sam-Ouandja et Ouadda en septembre et octobre 2006. Actuellement, le principal chef de l'UFDR est le « général » Damane Zakaria, même si Djotodia et Sabone (qui ont tous les deux été libérés entre-temps) ne reconnaissent pas son leadership.

Les questions de leadership de l'UFDR pourraient expliquer pourquoi la position militaire de celle-ci dans la région n'est pas contestée¹¹. Une autre explication serait que le mouvement n'est pas aussi ethniquement représentatif qu'avant. Depuis sa création, le cœur du mouvement rebelle avait toujours été constitué par des combattants de la communauté gula, le plus grand groupe ethnique dans la préfecture de la Vakaga. D'autres ethnies étaient également représentées, en particulier les Runga qui constituent la deuxième plus grande communauté de la région. Toutefois, après environ deux ans sous le commandement du général Damane, d'ethnie gula, le mouvement est devenu exclusivement gula. Ce virage ethnique a affecté la légitimité et le soutien de l'UFDR.

Rebels

L'UFDR contrôle des zones dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto dans le nord-est du pays. Les forces de l'UFDR se concentrent dans la zone de Tiringoulou-Gordil et à Sam-Ouandja. Après la signature

¹¹ L'UFDR a été visée au cours d'une attaque sur Sam-Ouandja en novembre 2008 par un groupe armé dont la composition et l'agenda ne sont pas encore clairs. Après avoir été dans un premier temps mis en difficultés, les membres de l'UFDR sont parvenus à repousser les assaillants la même nuit.

d'un accord de paix avec le gouvernement centrafricain en avril 2007, elle opère en coordination avec les FACA.

Les combattants de l'UFDR ont la réputation d'être des soldats véhéments. En général, ils sont mieux entraînés et équipés que leurs pendants du nord-ouest. De nombreux combattants de l'UFDR sont d'anciens gardiens de parc qui ont reçu une formation extensive de la part de conseillers militaires français dans le cadre du programme ECOFAC et de son prédécesseur le PDRN. En outre, ce sont des combattants expérimentés en raison des combats permanents qu'ils ont menés dans la région contre les unités lourdement armées de braconniers soudanais. L'UFDR dispose d'un nombre de motocyclettes et un 4x4. Tous les combattants sont armés de fusils d'assaut récents et bon nombre d'entre eux portent des uniformes complets¹². C'est le gouvernement centrafricain qui leur fournit les munitions¹³. Selon une liste qui a été soumise dans le cadre du processus de paix de Libreville, le nombre de l'UFDR s'élève à 1240 combattants¹⁴.

Pendant plus de 20 mois, l'UFDR a respecté le cessez-le-feu qu'elle avait accepté en mars 2007. Ils affirment qu'ils continueront à adhérer au processus de paix aussi longtemps qu'ils sentiront que leurs griefs sont entendus. Selon le général Damane, l'UFDR dénonce quatre problèmes concrets :

- L'impraticabilité des routes de la région
- Le manque de structures de santé
- Le manque d'éducation
- L'accès insuffisant à l'eau potable

Aux quatre problèmes cités par le général Damane comme motivations premières de l'UFDR, on peut en ajouter deux autres cités régulièrement par les représentants de l'UFDR :

- L'insécurité dans la région
- La marginalisation de la région qui est à peine représentée dans les diverses institutions gouvernementales.

L'UFDR est prête à prendre part à la politique centrafricaine et ne refuserait pas des responsabilités de cadre. En cela, elle affirme qu'elle acceptera les décisions du régime en place¹⁵.

L'UFDR était le deuxième groupe rebelle de la RCA à signer un accord de paix avec le gouvernement, le 13 avril 2007. Contrairement au premier groupe (le FDPC, voir plus loin), l'UFDR a adhéré à l'accord et a continué à respecter le cessez-le-feu.

¹² Le niveau élevé d'équipement dont dispose l'UFDR a deux explications différentes. Une première explication est le prétendu soutien logistique de Khartoum à la création de l'UFDR. Une seconde explication est la rumeur selon laquelle plusieurs cargaisons d'armes ont été distribuées aux Gula en 2002 par le ministre de la Santé de l'époque originaire de cette région. On suppose que le ministre voulait aider sa communauté dans le combat que celle-ci menait contre des bandes lourdement armées d'éleveurs transhumants. Cette année-là, les combats étaient particulièrement violents.

¹³ Entretien mené par IPIS avec Damane Zakaria à Birao en novembre 2008.

¹⁴ Entretien mené par IPIS avec le négociateur et porte-parole de l'UFDR, Djarnib Grebaye à Bangui en novembre 2008.

¹⁵ Entretien mené par IPIS avec Damane Zakaria à Birao en novembre 2008.

Les FACA

Les Forces Armées Centrafricaines (FACA) constituent une armée petite et mal équipée. Elle emploie 5 000 personnes mais seulement 1 500 sont des soldats opérationnels. Parmi les 5 000, un millier environ de la Garde Républicaine, appelée communément Garde Présidentielle (GP). La GP remplit 6 tâches¹⁶ :

- La tâche la plus évidente de la GP est d'assurer la garde du président, de sa famille et de ses propriétés. En général, cette tâche incombe au BPSI (*Bataillon de Protection et de Sécurité des Institutions*) mais c'est spécifiquement la CPR (*Compagnie de Protection Rapprochée*, environ 40 hommes) qui est chargée d'assurer la protection du président Bozizé¹⁷. Quelques éléments tchadiens restent aussi présents au sein du BPSI. Ils escortent le président de sa résidence au palais présidentiel dans le centre de Bangui.
- En plus du BPSI, la GP comprend un Bataillon d'Honneur (environ 120 hommes) qui est seulement déployé en cas de cérémonies.
- Une autre unité au sein de la GP, le Bataillon Territorial (environ 350 hommes), est responsable de la sécurité des prisons dans tout le pays.
- Le BPSI garde un petit nombre d'autres sites d'intérêt stratégique, tels que la centrale hydroélectrique de Boali.
- Même si officiellement il s'agit d'une tâche qui revient à la police criminelle ou à la gendarmerie, les unités du BPSI stationnées à Bangui participent parfois à des missions policières de répression du crime.
- La GP est la seule branche des FACA à posséder des véhicules blindés d'appui dotés de mitrailleuses de calibre 15.4 mm. Presque chaque opération militaire lancée par les FACA est dès lors accompagnée par une unité du BSPI.

Sans lien direct avec les six tâches décrites plus haut, la Garde Présidentielle a été vue en train de garder les sites miniers exploités par la compagnie 'Good Speed'¹⁸.

Parmi les 4 000 FACA restantes, il y a des unités de génie militaire, des pompiers, du personnel de soutien et un grand groupe (plus de 700) de soldats désœuvrés ayant dépassé l'âge de la retraite.

FACA

La majorité des FACA est stationnée à Bangui. Des positions à l'intérieur du pays sont réparties à travers les 6 régions militaires du pays. 1 200 des soldats opérationnels sont stationnés en dehors de Bangui pour des périodes de minimum 8 mois. Les 300 FACA opérationnelles restantes sont maintenues à Bangui comme réserve. L'infrastructure FACA est de mauvaise qualité. Il n'y a pas de bâtiments propres à héberger des soldats et ceux-ci passent la nuit chez eux. En raison de l'absence d'arsenaux sûrs au sein de ces bases armées, chaque soldat emporte son arme chez lui.

Le moral des FACA est bas. En plus du manque d'équipement et d'infrastructure, les soldats doivent faire face à des retards de paiements de leur solde, arriérés qui ont atteint un total de 33 mois¹⁹. Par ailleurs, les

¹⁶ Informations récoltées par IPIS auprès de plusieurs conseillers militaires des FACA en octobre et novembre 2008.

¹⁷ La CPR est exclusivement composée de membres de la communauté gbaya qui semblent ne parler que le gbaya. Ils sont commandés par le tristement célèbre capitaine Ngaïkossé et opèrent en dehors de la chaîne normale de commandements de la GP.

¹⁸ Entretien réalisé par IPIS à Bangui en novembre 2008.

¹⁹ Ministère de la Défense Nationale, des Anciens Combattants, des Victimes de Guerre, du Désarmement et de la Restructuration de l'Armée, *Synthèse de l'état des lieux*. Avril 2008.

soldats réguliers se plaignent du manque de confiance de la part de l'état-major général. Les FACA sont une armée ethniquement très déséquilibrée. Historiquement la tribu des Yakoma (4% de la population de la RCA) a toujours été surreprésentée dans l'armée centrafricaine. À la suite du régime du Président Kolingba (1981-1993), lui-même yakoma, la surreprésentation s'est encore aggravée. Au cours des présidences à la fois de Patassé et de Bozizé, la prédominance des Yakoma a diminué car ils ont tous les deux favorisé leur propre groupe ethnique dans le processus de recrutement. Par conséquent, les présidents centrafricains ont tendance à se méfier des FACA car celles-ci sont composées en grande partie de soldats sur qui repose le soupçon d'être affiliés à leurs prédécesseurs.

Les FACA et les services de sécurité centrafricains en général sont au début d'une Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). La France a un accord de coopération de défense avec la RCA. Les forces de sécurité et les services de police centrafricains disposent chacun de leurs propres conseillers techniques français pour les seconder. L'Union européenne est également fortement associée.

Les objectifs de la RSS sont plutôt ambitieux et même s'ils pourraient être réalisables d'un point de vue logistique, les fonds requis n'ont pas encore été trouvés. Le principal impact de la RSS sur les FACA sera le suivant²⁰:

- En 2010, un tiers de l'armée actuelle devra être renouvelée.
- En plus des 5 000 soldats actuels, 2 500 militaires supplémentaires devront être recrutés.
- Le nouveau recrutement devra suivre un code de distribution des postes sur une base ethnique/régionale.
- Les arriérés doivent être payés.
- Les FACA doivent être retirées du centre de Bangui autant que faire se peut. Elles doivent être postées à travers tout le pays. Il faut construire 20 casernes à l'intérieur et chacune devra être équipée d'une compagnie (120-150 hommes)²¹.

Les FACA ont à leur actif des violations des droits de l'homme et elles jouissent d'une mauvaise réputation. Entre 2005 et 2007, les forces de sécurité centrafricaines se sont rendues tristement célèbres parmi les Centrafricains pour avoir brûlé des séries entières de villages et exécuté sommairement des civils au cours d'« opérations de contre-rébellion ». Dans un rapport détaillé datant de septembre 2007, Human Rights Watch les a clairement désignées comme étant les principaux responsables des abus des droits de l'homme en RCA²². Le même rapport affirme que les pires abus étaient commis à l'époque par l'unité de la Garde Présidentielle dirigée par Eugène Ngaïkossé, le même officier qui commande aujourd'hui la CPR.

²⁰ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller militaire de l'UE à Bangui en novembre 2008.

²¹ Quatre casernes de ce type existent déjà à Bozoum, Kaga-Bandoro, Paoua et Bria. Une cinquième est en construction à Ndélé. En dehors des casernes de Bria, les autres bases sont actuellement occupées par les forces de la MICOPAX

²² Human Rights Watch, *État d'anarchie. Rébellions et exactions contre la population civile*, septembre 2007, 108 p. Toutes les autres sources internationales s'accordent sur la question.

Autres

Les principaux belligérants en RCA ont été abordés plus haut. Ci-dessous, certains autres groupes armés ayant un impact important sur la situation de sécurité sont abordés.

Le FDPC

Le FDPC (*Front Démocratique du Peuple Centrafricain*) est le troisième mouvement rebelle qui contrôle une partie du territoire de la RCA quoiqu'il s'agisse d'une très petite superficie. Jusqu'au 11 novembre 2008, le FDPC avait apparemment cessé d'exister en tant que mouvement militaire actif.



Fusil d'assaut fabriqué en Belgique saisi par des rebelles après une confrontation avec des coupeurs de route (IPIS 2008)

Rebels

Avant cette date, il contrôlait un tronçon de route d'environ 15 km entre la ville centrafricaine de Kabo et la frontière tchadienne, près du village de Nabanza où son poste de commandement est situé. Ses effectifs étaient estimés à moins de 20 combattants et on a cru qu'ils étaient mal équipés²³. La petite zone sous le contrôle du FDPC était située entre deux positions des FACA, à Kabo et à Sido Moyenne. Des convois militaires devaient régulièrement traverser la zone du FDPC. Cela se passait sans problèmes. Diverses sources font même état d'une coopération logistique entre les deux²⁴.

Rebels

Toutefois, avec l'approche du « Dialogue Politique Inclusif », le FDPC a connu un regain limité. Ses effectifs ont augmenté et il a étendu son territoire²⁵. Les combattants portent de nouveaux uniformes et ils manient de nouveaux fusils d'assaut kalachnikovs²⁶. Ce regain a pu les conduire à mener une opération militaire téméraire le 11 novembre quand les troupes du FDPC ont attaqué un convoi des FACA sur la route Kabo-Sido. Ils ont lancé une roquette sur le camion des FACA et tué 9 soldats. Après l'attaque, le FDPC a repris le contrôle de toute la route entre Kabo et Sido.

Incidents

Le leader du FDPC est le confident de l'ancien Président Patassé qui répond au nom d'Abdoulaye Miskine²⁷. Son vrai nom est Martin Koumta Madji et il

²³ Entretiens réalisés par IPIS auprès du personnel militaire à Kaga-Bandoro en novembre 2008.

²⁴ Entretiens réalisés par IPIS à Kaga-Bandoro auprès de personnel humanitaire actif dans la zone de Kabo/Sido en novembre 2008.

²⁵ On ne sait pas avec certitude où le FDPC a trouvé ses nouvelles recrues mais elles semblent avoir deux provenances. D'un côté, plusieurs anciens combattants, qui s'étaient précédemment rendus et qui attendaient à Bouar le lancement d'un processus de DDR, peuvent avoir rejoint le FDPC; ils ont déserté quand le processus a été suspendu et se sont trouvés livrés à eux-mêmes. De l'autre, des éléments de la même ethnie originaires du sud du Tchad sont peut-être venus renforcer le FDPC.

²⁶ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller militaire français à Bangui en novembre 2008.

²⁷ Miskine était le leader d'une des milices spéciales que Patassé a utilisées pour protéger son régime. Il a commandé une unité de plus de 300 combattants, parmi lesquels de nombreux mercenaires tchadiens qui étaient postés à la frontière nord pour combattre les « zaraguinas » (voir plus loin) et les

serait au moins à moitié tchadien²⁸. Miskine réside actuellement à Tripoli en Libye, sous la protection supposée du Président Kadhafi. On suppose dans les cercles de la diplomatie internationale que la Libye serait à l'origine du regain de vitalité du FDPC²⁹.

Le FDPC n'a pas de programme politique clair. Il a un site internet sophistiqué qui présente des articles, des discours de Miskine et même un forum de discussion mais pas de rubrique consacrée à sa mission et à ses revendications³⁰. Quand à son retour du Dialogue Politique Inclusif en janvier 2009, la question fut posée à Miskine lors d'une interview sur Alwhida TV de savoir pourquoi il n'avait pas signé les conclusions des pourparlers, il s'est contenté de répondre que certains problèmes devaient être réglés d'abord. Quand l'intervieweur lui a explicitement demandé de donner un exemple de ces problèmes, il en a été incapable.

Le FDPC fut le premier des groupes rebelles de la RCA à signer un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement en décembre 2006 à Syrte en Libye. Il n'a plus jamais signé les accords de paix suivants.

Les relations entre le FDPC et l'APRD voisine sont tendues. Dans le passé, ils se sont opposés et ces combats furent une des principales raisons de la quasi destruction du FDPC.

La LRA

La *Lord's Resistance Army* (Armée de Résistance du Seigneur) est un mouvement rebelle ougandais qui existe depuis 1987 et qui est dirigé depuis sa création par Joseph Kony³¹. Le mouvement est originaire de la région d'« Acholiland » dans le nord de l'Ouganda. Depuis la fin de 2005, il a déplacé sa base d'opération dans le Parc National de la Garamba dans la Province Orientale de la RDC. La LRA est sans doute la plus infâme de toutes les milices d'Afrique subsaharienne. Elle est connue pour avoir kidnappé des enfants utilisés comme soldats ou esclaves sexuelles. Tous les principaux leaders de la LRA font l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale (CPI)³².

Les forces totales de la LRA sont estimées entre 600 et 700 combattants et au nombre équivalent de dépendants. Les combattants disposent tous d'armes automatiques. Le mouvement dispose également de plusieurs mitrailleuses lourdes et de quelques lance-roquettes³³. Au cours de son existence, la LRA a reçu le soutien du gouvernement soudanais de Khartoum³⁴.

Jusqu'en 2008, la LRA n'avait jamais mis les pieds en République centrafricaine. Elle n'était alors active que dans le nord de l'Ouganda, le nord-ouest de la RDC et le sud du Soudan où elle avait représenté une source quasi constante de peur et de terreur. Cependant, en février et en mars 2008, elle a mené une série de raids qui ont frappé le sud-est de la

Incidents

groupes rebelles potentiels. Ce « Bataillon de sécurité frontalière » a été accusé de graves abus en matière de droits de l'homme.

²⁸ Source confidentielle écrit de l'ONU, mai 2007.

²⁹ Entretien réalisé par IPIS avec un diplomate français à Bangui en novembre 2008.

³⁰ <http://www.centrafriquefdpc.com>

³¹ Joseph Kony se présente comme un médium et un fanatique religieux. Ses croyances sont un mélange de christianisme et d'animisme.

³² Les trois d'entre eux les plus tristement célèbres sont Joseph Kony lui-même, le commandant militaire 'major-général' Okot Odhiambo et le commandant-assistant, le lieutenant colonel John Bosco Taohema.

³³ Source confidentielle écrite de la MONUC, 2008.

³⁴ Prunier G., *Killers without Borders: The LRA in the Congo*, Oxford University Press blog, janvier 2009.

RCA. Au cours de ces raids, 111 personnes ont été enlevées³⁵.

On craint que la LRA ne retourne en RCA dans un avenir proche car elle est militairement mise sous pression. Le 14 décembre 2008, une opération militaire conjointe menée par l'UDF (*Ugandan Defence Forces* – les Forces de Défense Ougandaises), les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) et la SPLA (*Sudan People's Liberation Army* – Armée Populaire de libération du Soudan, l'armée du sud du Soudan), a débuté dans le Parc de la Garamba. On peut raisonnablement supputer que les rebelles fuiront en RCA car d'un point de vue de la sécurité, il s'agit du maillon le plus faible dans la région frontalière. La réapparition – voire même l'installation – de la LRA en RCA pourrait avoir de graves conséquences sur la situation de sécurité fragile dans la région.

Coupeurs de route

Bandits

Les « coupeurs de route » ou « zaraguinas » sont des bandes de bandits de grand chemin. Ces dernières années, ces types de bandits ont opéré partout en RCA mais actuellement, ils sont surtout actifs dans les zones centrales de l'ouest et de l'est du pays. Les coupeurs attaquent les transports et les voyageurs qui se déplacent sur les routes délabrées de la République centrafricaine. Ils ne sont pas regardants quant au choix de leurs cibles. Dans le passé, agriculteurs, éleveurs et commerçants voire même des humanitaires ont été victimes des coupeurs de route. Les groupes sont bien équipés. Ils portent des uniformes militaires ou des vêtements noirs (qui évoquent les ninjas des dessins animés et des films japonais) et ils sont tous armés de fusils d'assaut.

Les coupeurs de route ont souvent recours à une violence extrême. Non seulement ils pillent les convois qu'ils attaquent, mais ils tuent parfois leurs victimes et prennent régulièrement des otages en échange de rançon.

Les zaraguinas ne sont pas un phénomène récent. Ils existent depuis des décennies mais leur composition a changé et leur activité a augmenté. Les anciens bandits étaient en grande partie des étrangers originaires du Cameroun, du Tchad et même du Niger qui venaient en RCA spécialement pour se livrer au banditisme. Aujourd'hui des étrangers ainsi que des Centrafricains sont venus étoffer leurs rangs³⁶ :

- Une première catégorie est constituée de bandits dits « occasionnels ». Ce sont en fait des soldats centrafricains (ou des gendarmes, des policiers, etc.) qui utilisent leur arme de service en dehors des heures de travail pour des activités criminelles. Parfois, ils prêtent aussi leurs armes à des tiers.
- Un second groupe est constitué d'anciens « libérateurs » qui ont participé à la marche au pouvoir en 2003 de François Bozizé sur Bangui. Ils se sentent trahis car on leur avait promis de l'argent (500 000 francs CFA, environ 750 €) ou des postes qu'ils n'ont jamais obtenus, les laissant comme des missiles non guidés³⁷. La plupart d'entre eux sont des Tchadiens de l'ethnie des Zaghawa³⁸.
- Un troisième groupe est lié à certaines bandes d'éleveurs qui fréquentent la RCA lors de la transhumance. La plupart sont des Tchadiens ou des

³⁵ Source écrite de l'ONU, juillet 2008.

³⁶ Entretiens réalisés par IPIS avec des travailleurs humanitaires à Bangui et à l'intérieur du pays en octobre et novembre 2008.

³⁷ Source confidentielle écrite, novembre 2008.

³⁸ Issa S., *La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant*, Université de Ngaoundéré, 2007.

Self-defence

Soudanais. Ces groupes sont mieux armés et protégés que jamais en raison justement du danger des coupeurs de route. Toutefois, les éléments armés de ces bandes – ce sont souvent des mercenaires – recourent parfois eux-mêmes au pillage et au banditisme³⁹.

- Un quatrième groupe est constitué de certains des éleveurs mêmes. La zone frontalière entre le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine abrite de nombreux Mbororo appauvris qui ont perdu leurs bétails et leur position. Ces hommes sont soit exclus de leur propre communauté soit servent de gardien de bestiaux au service d'un de leurs parents plus riches. Pour échapper à la marginalisation, certains d'entre eux volent voire commettent des vols à main armée⁴⁰.

Certains de ces bandits rentrent dans plusieurs des catégories citées plus haut. Au sein de bandes étrangères, les Centrafricains servent souvent de guides avec une connaissance indispensable du terrain et des transports prévus.

En 2008, les coupeurs de route représentaient le problème de sécurité le plus important en RCA. La même année, les FACA ainsi que l'APRD ont lancé des opérations contre eux. Ils sont la cause principale de l'existence de groupes d'autodéfense dans certaines régions. C'est pourquoi ils sont une partie intégrante du (des) conflit(s) en RCA.

Les groupes d'autodéfense

En réponse aux problèmes de sécurité posés par les coupeurs de route, plusieurs groupes d'autodéfense se sont formés, particulièrement dans le nord-ouest de la RCA. Au début, la cible principale de ces groupes étaient bien les bandits de grand chemin et c'est pour cette raison que certains d'entre eux ont uni leurs forces à celles de l'APRD qui se battait également contre eux.

Toutefois, à l'heure actuelle, certains groupes d'autodéfense au nord de Bozoum et de Bossangoa se battent surtout contre l'APRD. Deux raisons expliquent principalement ce revirement. D'un côté, la popularité de l'APRD dans les sous-préfectures de Paoua et de Nangha Boguila est en baisse en raison de son implication dans un nombre grandissant d'atteintes aux droits de l'homme. De l'autre, certains groupes pourraient être soumis à l'influence de Bangui car ils ont reçu le soutien de la présidence via les préfets locaux ou d'autres intermédiaires⁴¹.

L'armement des groupes d'autodéfense est très limité. Il consiste principalement en des fusils de chasse. Les groupes d'autodéfense n'ont pas de structures claires. Ils n'ont participé à aucun processus de paix. Leur existence (qu'ils soient en partie contrôlés par l'Etat ou pas) représente une menace pour la consolidation de la sécurité dans la région car ils peuvent s'opposer à l'APRD indépendamment du processus de paix officiel.

MICOPAX

La MICOPAX (*Mission de consolidation de la paix en Centrafrique*) est une force armée multinationale déployée sous l'autorité de la CEEAC (*Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale*). Elle remplace

³⁹ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable de la FNEC à Bangui en novembre 2008.

⁴⁰ Issa S., *La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant*, Université de Ngaoundéré, 2007.

⁴¹ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller présidentiel à Bangui en novembre 2008

son prédécesseur, la FOMUC (*Force Multinationale en Centrafrique*), qui fut créée par la CEMAC (*Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale*). Elle a pour mandat de consolider la paix et la stabilité, d'aider à la défense des droits de l'homme et de préparer et soutenir les élections de 2010⁴².

International forces

La composition de l'opération de la FOMUC/MICOPAX a subi plusieurs changements. A la fin de 2008, quatre des états-membres de la CEEAC (Gabon, République du Congo, le Tchad et le Cameroun) fournissaient des troupes à la mission. En 2009, ils ont été rejoints par l'Angola qui fournit un contingent de police pour Bangui. La MICOPAX est dirigée par le vice-amiral congolais Hilaire Moko. La mission dispose de quatre compagnies opérationnelles et d'un état-major. Les compagnies sont constituées de 100 soldats d'une même nationalité à laquelle est attachée une petite section des FACA (22 soldats). Les soldats séjournent en RCA pendant 6 mois et changent de postes tous les 6 semaines. La MICOPAX patrouille dans trois régions à l'intérieur du pays – toutes à l'ouest – ainsi qu'à Bangui. L'ouverture d'une quatrième base à Ndélé, dans l'est, est prévue pour 2009⁴³.

Malgré les progrès importants réalisés au cours de 2008, à la fois la population locale et l'APRD ont accepté difficilement la MICOPAX en tant que force de maintien de la paix. Cela s'explique par plusieurs raisons. La MICOPAX traîne derrière elle l'héritage de la FOMUC présente en RCA depuis octobre 2002. La FOMUC (depuis sa création) ainsi que la MICOPAX comprennent un contingent tchadien. Toutefois, l'armée tchadienne est impopulaire voire même haïe par la population et les rebelles. Ces dernières années, elle a régulièrement traversé la frontière de la RCA pour exécuter des opérations violentes (ENCADRE 3). De plus, dans le contexte de sécurité actuel, les Tchadiens sont souvent associés aux problèmes tels que les éleveurs transhumants armés et les coupeurs de route.

Par ailleurs, comme une section des FACA intégrée est attachée à chaque compagnie de la MICOPAX, la mission est perçue comme favorable aux FACA et par certains comme une extension de celle-ci. Des civils traumatisés par les opérations de contre-rébellion des FACA, ont souvent peur des patrouilles de la MICOPAX. Les relations entre la MICOPAX et l'APRD sont tendues. À plusieurs occasions, l'APRD a interdit la MICOPAX de patrouiller dans leur zone et elle a même été à l'origine de quelques accrochages armés contre elle⁴⁴.

ENCADRE 3 : les incursions sur le territoire de la RCA par l'armée tchadienne

Incidents

En janvier et février 2008, l'armée tchadienne a lancé au moins 5 attaques consécutives sur le territoire centrafricain. La plupart des attaques ont eu lieu sur l'axe Markounda-Maitikoulou et au nord de Paoua. Selon un rapport de Human Rights Watch, l'armée tchadienne a semblé agir en coopération avec des bandes d'éleveurs transhumants tchadiens⁴⁵. Les éleveurs se seraient heurtés aux agriculteurs locaux au sujet de la destruction de récoltes. L'opération la plus brutale a eu lieu le 29 février, quand les Tchadiens ont détruit au moins 6 villages en mettant le feu à

⁴² <http://www.operationspaix.net/Micopax>

⁴³ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller technique de la MICOPAX à Bangui en novembre 2008.

⁴⁴ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller technique de la MICOPAX à Bangui en novembre 2008.

⁴⁵ Human Rights Watch, *République Centrafricaine : L'armée tchadienne attaque et incendie des villages frontaliers*, mars 2008.

des centaines de maisons et tuant 5 personnes.

Selon la rumeur, d'importants commandants militaires de la 2^{ème} région militaire du Tchad auraient eux-mêmes des intérêts dans l'élevage bovin⁴⁶.

EUFOR

International forces

EUFOR (*European Union Force*) Tchad/RCA est une opération de transition menée par l'UE qui ouvre la voie à une force de maintien de la paix des Nations Unies censée démarrer le 15 mars 2009. Elle a été lancée une année auparavant conformément à la Résolution 1778 du Conseil de sécurité de l'ONU. La mission d'EUFOR est menée par environ 3 300 soldats de 26 pays différents⁴⁷. Le gros des forces d'EUFOR, soit trois bataillons, est déployé au Tchad où se trouvent également les deux quartiers-généraux⁴⁸. Un petit détachement est stationné en RCA, à Birao, à la frontière entre la RCA, le Soudan et le Tchad. La garnison de la base de Birao compte un peu moins de 200 soldats et elle a la plupart du temps été exclusivement française⁴⁹.

EUFOR a pour objectifs de protéger la population civile, de faciliter l'aide humanitaire, d'améliorer la sécurité dans la région et de protéger les installations et le personnel de l'ONU⁵⁰.

Aucune intervention active de la part des troupes européennes n'a été nécessaire jusqu'à présent. EUFOR n'a jamais lancé d'opération militaire offensive et n'a jamais non plus été attaquée. La seule présence d'EUFOR s'est révélée un facteur de stabilisation dans le nord-est de la RCA. En théorie, EUFOR possède un mandat pour patrouiller à la fois dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto. En pratique, son rayon d'action se limite à la région au nord et au nord-est de Birao⁵¹.

Les éleveurs transhumants étrangers

Les éleveurs représentent en gros 10% de la population centrafricaine. Les éleveurs transhumants centrafricains sont des Peuls Mbororo. En termes génériques, ceux-ci s'appauvrissent et leurs troupeaux diminuent. Un nombre de plus en plus important d'entre eux deviennent au moins partiellement sédentaires⁵².

Pastoralists

Les éleveurs centrafricains ne sont pas les seuls éleveurs transhumants qui traversent le territoire de la RCA. Pendant quasiment 8 mois de l'année, la République centrafricaine accueille des milliers de vaches « étrangères ». La grande majorité de ces troupeaux est originaire du Tchad, d'autres du Soudan, du Cameroun et du Niger. Ce n'est que depuis les années 1970 que les éleveurs tchadiens ont commencé à descendre en grand nombre sur le territoire de la RCA pour y faire paître leurs troupeaux. A l'époque, ils ont commencé à parcourir des régions dans toute la zone ouest de la RCA. La présence massive d'éleveurs transhumants dans le nord-est est encore plus récente⁵³.

⁴⁶ Entretiens réalisés par IPIS avec des observateurs internationaux à Bangui en octobre 2008. IPIS n'a pas enquêté plus loin sur la question.

⁴⁷ Plus de la moitié d'entre eux sont français. La Pologne ainsi que l'Irlande fournissent des contingents considérables.

⁴⁸ <http://consilium.europa.eu/showPage.aspx?id=1366&lang=fr>

⁴⁹ Entretien réalisé par IPIS avec un commandant d'EUFOR à Bangui en octobre 2008.

⁵⁰ <http://consilium.europa.eu/showPage.aspx?id=1366&lang=fr>

⁵¹ Entretiens réalisés par IPIS avec des responsables d'EUFOR à Bangui et Birao en octobre et novembre 2008.

⁵² *The farmer and the cowman never will be friends. Agricultural conflicts in the Central African Republic*, rapport de recherche commandité par l'Ambassade de France à Bangui, mars 2004, pp. 23-25.

⁵³ *The farmer and the cowman never will be friends. Agricultural conflicts in the Central African*

Plusieurs raisons expliquent cette évolution. La première et principale raison est l'aridité croissante du sud du Tchad qui a fortement réduit les zones traditionnelles où les groupes transhumants se rendaient pendant la saison sèche. Ces zones sont également moins accessibles – et c'est la deuxième raison –, car la région est devenue ces dernières années de plus en plus instable (et dangereuse). Troisièmement, faire paître leurs troupeaux en RCA s'est révélé bon marché. Alors que les éleveurs transhumants doivent la plupart du temps payer pour faire paître leurs troupeaux au Tchad ou au Soudan, dans de nombreuses zones reculées du nord-est de la RCA, ils ne doivent rien payer à personne. Pour finir, le nord-est est une zone particulièrement attirante en raison de la présence importante de 'bourgou', une graminée très nutritive pour le bétail qui pousse dans les mares.

Contrairement aux éleveurs centrafricains, les étrangers ont des troupeaux bien plus grands, ils sont mieux organisés et souvent lourdement armés.

L'apparition des bandes d'éleveurs lourdement armés ajoute un autre acteur armé à la situation de sécurité précaire en RCA. Le problème de sécurité créé par la présence et le passage de groupes transhumants étrangers revêt divers aspects. L'un d'eux est le banditisme car les coupeurs de route prospèrent dans le sillage des troupeaux. Selon certaines sources, les coupeurs de route se servent de la présence des éleveurs pour se cacher et pénétrer profondément en RCA⁵⁴. D'autres affirment que des membres des bandes en transhumance commettent des vols à main armée eux-mêmes⁵⁵. Les deux versions ne s'excluent pas l'une l'autre et les deux phénomènes coexistent probablement.

Les éleveurs étrangers ne sont souvent pas très communicatifs et même simplement intransigeants dans leurs contacts avec la population des régions qu'ils traversent⁵⁶. Ils se heurtent régulièrement à la population locale à propos de la destruction des champs et du vol d'animaux⁵⁷. À plusieurs reprises, les conflits ont pris une tournure violente et ont fait plusieurs victimes. Les bandes de transhumance se sentent renforcées et encouragées par leur puissance de feu. Elles n'hésitent pas à s'affronter aux forces de sécurité centrafricaines. En 2007 et 2008, elles ont tiré à vue sur une patrouille d'ECOFAC à plusieurs reprises⁵⁸.

Incidents

Les braconniers

Resources

Le braconnage est un phénomène très répandu en RCA, un pays qui dispose (encore) d'une riche faune sauvage. Par ailleurs, la « viande de brousse » est la viande la meilleur marché et la plus disponible pour une population paupérisée. Il y a différents types de braconnage et différents types de braconniers. Les Centrafricains braconnent beaucoup eux-mêmes. Parfois ils sont même organisés en petits réseaux commerciaux gérés par des autorités locales⁵⁹. Si le nombre total d'animaux tués au cours de ces braconnages peut être important, ce sont toutefois des opérations à petite échelle qui posent peu de problèmes de sécurité.

Republic, rapport de recherche commandité par l'Ambassade de France à Bangui, mars 2004, pp. 23-25.

⁵⁴ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable (I) de la FNEC en novembre 2008.

⁵⁵ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable (II) de la FNEC à Bangui en novembre 2008.

⁵⁶ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable (I) de la FNEC à Bangui en novembre 2008.

⁵⁷ *The farmer and the cowman never will be friends. Agricultural conflicts in the Central African Republic*, rapport de recherche commandité par l'Ambassade de France à Bangui, mars 2004, pp. 31-36.

⁵⁸ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable d'ECOFAC à Bangui en novembre 2008.

⁵⁹ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable d'ECOFAC à Bangui en novembre 2008.

Bandits

Plus en rapport avec les problèmes de sécurité de la République centrafricaine, un second type de braconnage dont de grandes bandes de Soudanais sont responsables. Ces groupes sont composés de 60 à 100 chasseurs quand ils pénètrent dans le territoire centrafricain où ils se divisent en plus petits groupes. Ils séjournent dans le pays pendant plusieurs mois et se regroupent dans des camps qu'ils mettent sur pied⁶⁰. Ils opèrent à pied, à cheval ou à chameau. Les braconniers soudanais sont fortement armés. Les fusils d'assaut kalachnikovs sont les armes les plus légères qu'ils utilisent pour chasser mais ils possèdent également des mitrailleuses PKM ainsi que des lance-roquettes RPG⁶¹. Ils visent principalement la population d'éléphants à l'est de la RCA. Ils tuent les éléphants pour revendre l'ivoire à des acheteurs chinois au Soudan. Les gardiens de parc estiment à 2 000 le nombre d'éléphants qu'ils ont tués rien qu'en 2007.

Le problème des braconniers soudanais sur le sol centrafricain n'est pas neuf. Il existe depuis des siècles. Certains d'entre eux sont des hommes « farouches » qui n'ont jamais connu d'autre mode de vie ; d'autres sont des esclaves qui sont obligés d'aider à la chasse.

FACA

Les bandes armées peuvent agir librement et presque sans rencontrer d'opposition. Les zones de faune sauvage du nord-est de la RCA ne sont quasiment pas protégées. Il y a des petits contingents de FACA à Birao, Sam-Ouandja, Ndélé et à l'aérodrome d'Awakaba mais ils ne patrouillent jamais loin de leur base. La même chose vaut pour les quelques positions de la Gendarmerie dans la région. Les gardiens de parc d'ECOFAC représentent la seule force de sécurité qui s'affronte régulièrement aux braconniers mais ils sont trop peu nombreux pour surveiller environ 80 000 km² (soit presque trois fois la taille de la Belgique). Par ailleurs, ils sont souvent dépassés en nombre et en armes quand ils rencontrent des grandes bandes de braconniers lourdement armés.

Si les braconniers attaquent rarement les civils centrafricains et préfèrent en général rester discrets, ils représentent néanmoins un péril sécuritaire significatif pour la population locale. Les hommes armés posent pour elle non seulement une menace physique, leur chasse de type guerrier (ils abattent des éléphants aux lance-roquettes !) à grande échelle trouble sérieusement les activités de chasse commerciales dans la région⁶².

60 Entretiens réalisés par IPIS avec des responsables d'ECOFAC à Bangui en novembre 2008.

61 Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller militaire français à Bangui en novembre 2008.

62 La chasse commerciale dans la Vakaga et particulièrement dans la préfecture de Bamingui-Bangoran est l'activité économique la plus importante et la source principale de revenus pour la population locale. En fait, elle génère aussi des revenus considérables pour le gouvernement de la République centrafricaine.



Carte de concession pétrolière (IPIS 2008)

Deuxième partie : Présentation de la collection de cartes

Nous abordons ci-dessous les différentes cartes qui sont une partie intégrante et essentielle de cette analyse. Elles peuvent être consultées sur le site d'IPIS :

www.ipisresearch.be/mapping_car.php

Sources cartographiques

A l'instar de la plupart des pays africains, il n'y a pas de données cartographiques précises, complètes et à jour pour l'ensemble de la République centrafricaine. En conséquence, les cartes d'IPIS se basent sur plusieurs sources. Un travail important a été réalisé en 1996 grâce à l'enregistrement systématique par un GPS des villages (le projet SIGCAF). D'autres sources cartographiques importantes au format SIG ont été aimablement mises à notre disposition par HDPT CAR et LACCEG (Université de Bangui). Les cartes IGN « Carte de l'Afrique Centrale au 1/200 000 – République centrafricaine » (1955-1984) et « Carte touristique République centrafricaine 1 : 1 500 000 » (3^{ème} édition, 1980) nous ont été également très utiles.

En raison du caractère incomplet du matériel existant, nous n'avons pas pu localiser tous les villages mentionnés dans nos sources. Par ailleurs, parfois le nom d'un village n'est pas cité, seulement la distance approximative de la ville la plus proche. Les informations portant sur ces lieux sont donc placées dans un endroit proche.

La carte de base « République centrafricaine »

**Central African
Republic**

La carte de la République centrafricaine est la base indispensable sur laquelle nos informations sur la sécurité sont projetées. Elle reprend des

informations géographiques de base telles que les limites des préfectures et des sous-préfectures, les villages et villes, les routes, les rivières et les fleuves, les lacs, les zones protégées, les pistes d'atterrissage et la végétation. Les sources sont SIGCAF, HDPT CAR, LACCEG et CARPE.

Les cartes « dynamiques »

Rebels Self-defence Bandits FACA International forces

Les cartes dynamiques visualisent la présence des groupes armés dans la région (y compris l'armée régulière). Comme les combattants se déplacent, les informations données ne sont valables que pour une période de temps limitée. Dans ce cas-ci, elles portent sur la situation de novembre 2008. Nous avons produit 5 cartes dynamiques qui montrent les positions des différents groupes armés qui ont été impliqués dans des conflits violents : les groupes rebelles (APRD, UFDR, FDPC), les groupes d'autodéfense, les bandits (coupeurs de route et braconniers), les FACA et les missions militaires internationales. Les cartes reprennent des informations de base sur les forces et les commandants des unités (si applicables et connues), autant que la localisation exacte de leur stationnement. Ces couches cartographiques reposent sur les apports d'observateurs militaires internationaux, complétés et corrigés par les informations provenant de personnes travaillant sur le terrain. Les informations ont été collectées par les chercheurs d'IPIS lors d'entretiens réalisés dans tout le pays.

Pastoralists

Une sixième carte donne une indication des chemins parcourus par les éleveurs transhumants centrafricains et étrangers qui sont souvent impliqués dans des situations de conflit.

Conflict actors

Une septième carte combine les positions de toutes les parties citées plus haut. Nous l'avons appelée « Acteurs des conflits ».

Incidents

La dernière carte dynamique « Incidents » est légèrement différente. Au lieu des positions des parties des conflits, elle montre les violations des droits de l'homme dans lesquels des combattants ont été impliqués et des confrontations entre deux groupes (ou plus), et cela pour toute l'année 2008. Les violations des droits de l'homme sont représentées sur les cartes par des symboles différents selon l'auteur. Pour chaque événement, des informations sont données sur la date exacte, le lieu et les parties impliquées.

La couche « incidents » a un double objectif. D'un côté, elle indique les lieux où les éléments armés ont été actifs et de l'autre, elle nous donne l'occasion d'examiner certains événements spécifiques qui peuvent nous donner une idée des motivations des combattants impliqués. Les événements inclus dans la couche « incidents » sont basés sur des données provenant de diverses organisations de l'ONU et des rapports disponibles sur les droits de l'homme et les confrontations dans la région. Pour chaque incident, la source est mentionnée.

Les cartes « statiques »

Les cartes statiques représentent notre transcription géographique des motivations militaires dans l'environnement conflictuel de la République centrafricaine. Ces facteurs de motivation sont moins susceptibles de

changer. De nombreuses motivations militaires peuvent même être traduites en caractéristiques géographiques permanentes. Nous distinguons quatre types de motivations de guerre. Pour chacune d'entre elles, nous avons créé des cartes spécifiques.

Une première motivation est la cupidité. Une carte « cupidité » donne une vue de tous les lieux en RCA dont des hommes armés peuvent tirer des profits. Nous avons créé deux de telles couches.

Resources

La carte « ressources naturelles » représente les richesses minérales et naturelles du pays. Elle combine des données de LACCEG, DPER (Ministère des Mines), HDPT CAR, JRC, DIADATA, IPIS et PARPAF.

Trade routes

Une seconde carte relative à la cupidité montre les « routes commerciales ». Elle explique comment des minéraux, des produits agricoles et des troupeaux sont transportés des centres de production aux marchés, villes et aux postes frontières. Ces routes sont économiquement importantes car quiconque les contrôle peut lever des taxes ou simplement voler les passants. Les données sur les routes commerciales ont été collectées lors d'entretiens avec des personnes sur place ou proviennent de rapports existants sur le commerce.

Une seconde motivation de guerre que IPIS distingue sont les griefs. C'est une motivation qui est généralement attribuée à ceux qui combattent l'Etat. Nos cartes de griefs de la RCA représentent les problèmes et les besoins des « groupes rebelles » APRD et UFDR (nous n'avons pas pu établir une liste crédible des griefs du FDPC). La traduction des griefs comme motivation en termes géographiques est un exercice conceptuel qui pose un beau défi. En suivant les consignes de notre manuel, « Mapping Conflict Motives in War Areas »⁶³, nous avons tenté de répondre à ces questions : quelles injustices dénoncent-ils ? Quels sont leurs besoins ? Que veulent-ils atteindre ?

Socio-economic

L'APRD et l'UFDR dénoncent plus ou moins deux situations identiques : ils reprochent au gouvernement central d'avoir négligé leur région respective et dénoncent l'insécurité persistante. Nous avons pu vérifier sur notre carte « incidents » si les groupes rebelles sont le plus actifs dans les zones d'insécurité et s'ils prennent des mesures pour la combattre. Les griefs portant sur la négligence de leur région d'origine peuvent également être traduits en termes géographiques. Sur une carte « socio-économique », nous avons indiqué les taux de pauvreté, l'éducation (les taux de scolarité, l'analphabétisme), les centres et postes de santé (données provenant de LACCEG). Ces cartes nous permettent de vérifier si les rebelles sont en effet actifs dans les régions en retard sur le reste du pays au niveau socio-économique.

Ethnic

Un type de guerre motivée par des griefs dont il est beaucoup question est le conflit ethnique. Pour inclure le facteur de l'ethnicité dans notre recherche, nous avons créé une « carte ethnique » qui montre les principaux groupes ethniques du pays. Elle reprend les données de LACCEG et de HDPT. La localisation des groupes est approximative et la carte ne permet pas de montrer les différentes ethnies qui vivent ensemble dans la même zone. Cependant, il est toujours utile de montrer les principales concentrations et lignes de faille⁶⁴.

⁶³ http://www.ipisresearch.be/maps/Handbook_Aug2008.pdf

⁶⁴ Si un des belligérants devait viser systématiquement un groupe ethnique particulier, cela se verrait en superposant nos cartes « incidents » et « ethnies ».

Strategic

Le pouvoir est une troisième motivation importante pour les belligérants. Une carte « pouvoir » montre les zones où le pouvoir peut être pris ou perdu. En RCA, les centres de pouvoir sont situés dans les chefs-lieux des préfectures et des sous-préfectures et dans les autres villes importantes. Ces lieux sont repris sur toutes nos cartes. Une couche à part sera également ajoutée pour montrer les principaux centres de pouvoir militaire de la région. Cette carte « stratégique » marque les caractéristiques géographiques qui ont un certain potentiel en matière de pouvoir. La carte a été créée avec l'aide d'observateurs militaires internationaux en RCA.

Hideout

Une quatrième et dernière motivation que nous avons examinée dans ce rapport est la sécurité/survie. Une carte « survie » doit reprendre tous les éléments géographiques qui contribuent à satisfaire les besoins physiologiques de base des êtres humains, autant que les régions où ils peuvent se cacher quand leur sécurité physique est menacée. Nous avons ajouté ces dernières dans une carte « refuge ». Cette carte indique les principales zones de jungle et de montagnes car c'est là que les combattants à la recherche d'un refuge sont les plus susceptibles d'aller. Nous avons également ajouté une zone tampon de 20 km autour des chefs-lieux de chaque préfecture et de 10 km autour de chaque route importante car nous pouvons supposer que les FACA ou la police contrôlent régulièrement ces zones. IPIS prend comme postulat ce critère général qui ne prend cependant pas en compte la spécificité de certaines situations et qui peut être débattu et affiné.

Malheureusement, IPIS n'est pas actuellement en mesure de fournir une couche « sécurité alimentaire » reprenant des éléments géographiques nécessaires à la satisfaction des besoins physiologiques de base des êtres humains. Une source appropriée n'est pas disponible dans l'immédiat. D'un autre côté, la couche n'apporterait pas beaucoup d'éléments nouveaux à cette analyse. La RCA est peu peuplée et l'eau et les terres arables sont tout sauf rares. Par ailleurs, peu d'indications nous permettent de penser que les conflits en RCA portent sur la sécurité alimentaire⁶⁵.

La carte « rapports »

Report

La carte « rapports » fonctionne comme version cartographique de la rubrique « pour en savoir plus/d'autres références ». Elle comprend une seule couche avec un certain nombre d'hyperliens. Les liens sont liés à des lieux spécifiques et redirigent le lecteur vers des rapports, des analyses, des articles et d'autres matériaux écrits sur la zone en question. Les hyperliens vers les documents sur les questions de sécurité dans l'ensemble de la RCA ont été rattachés à la capitale, Bangui.

⁶⁵ Une exception importante est le conflit entre les éleveurs et les agriculteurs mais on peut analyser cette question en utilisant certaines autres cartes (éleveurs transhumants et incidents).



Mirador à la base EUFOR de Birao (IPIS 2008)

Troisième partie : Analyse

L'est

Central African Republic

L'est est de loin la plus grande des trois régions des conflits mais aussi la moins peuplée. Parmi les préfectures de l'est, Vakaga, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Bamingui-Bangoran et Mbomou, les trois premières sont les plus pertinentes pour nos analyses. La Vakaga est la préfecture qui ces dernières années a connu le plus de guerre dans la région. Celle-ci confine avec le Tchad et le Soudan et a clairement ressenti les effets du conflit entre ses deux voisins. L'UFDR tient des postes à la fois dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto. Le nord-est de la RCA est très différent du reste du pays. La grande majorité de la population est musulmane et parle arabe plutôt que le français ou le sango, la langue nationale centrafricaine.

Rebels

Socio-economic

Le Haut-Mbomou confine avec le Soudan et la RDC. C'est la région qui a été attaquée par la LRA au début 2008. Jusque récemment, cette préfecture n'avait pas de présence humanitaire internationale. En gardant à l'esprit l'absence quasi complète de l'Etat centrafricain à l'est, elle est probablement la région la plus négligée de la région et presque un point aveugle.

La présence de l'UFDR

Rebels

L'UFDR tient des postes dans le sud de la préfecture de la Vakaga et le nord de la Haute-Kotto. Elle exige des taxes aux divers check-points érigés sur le peu de routes (et la plupart du temps presque impraticables) de la région. Elle contrôle aussi divers centres urbains. A l'exception de la ville de Sam-Ouandja, où elle coopère, l'UFDR et les FACA ne sont pas présentes dans les mêmes parties de la région. Pendant plus de 18 mois, l'UFDR a été quasiment inactive sur le plan militaire. De nombreux combattants sont dormants. Ils ont recommencé l'exploitation artisanale de diamants et l'agriculture mais ils peuvent être rappelés si besoin. À Sam-Ouandja, par exemple, la présence de 35 combattants de l'UFDR est officiellement

FACA

reconnue par Bangui, et ce sont donc les seuls à recevoir une solde mensuelle⁶⁶. Toutefois, beaucoup plus de membres de l'UFDR vivent dans la région.

Le déploiement des combattants de l'UFDR pourrait changer dans un avenir proche car s'ils veulent être démobilisés et intégrés dans les FACA, ils doivent se regrouper dans leur base de Tiringoulou.

Les motivations de l'UFDR

Central African Republic

Le général Damane et ses hommes ne contrôlent qu'une partie limitée de la RCA quant à la superficie mais encore moins en termes de population. Leur zone ne comprend pas de chef-lieu de préfecture et seulement un chef-lieu de sous-préfecture (Ouadda). Depuis qu'ils ont signé un cessez-le-feu avec le gouvernement centrafricain, ils n'ont jamais tenté d'élargir leur contrôle militaire à une région plus grande. Il semble que ce ne soit pas pour eux une priorité d'accroître leur pouvoir.

Incidents

Selon leur propre porte-parole, ils sont intéressés par l'idée de participer au gouvernement mais il semble que cela corresponde à un désir de représentation plutôt qu'à une soif de pouvoir. L'affirmation de l'UFDR qu'elle dénonce la marginalisation de sa région d'origine est crédible si on la compare à son comportement sur le terrain. D'un point de vue militaire, elle est devenue une force passive qui s'est avérée être un acteur fiable tout au long du processus de paix et elle opère dans une région qui fait un très mauvais score au niveau des infrastructures de base.

Socio-economic

Ethnic

Deux commentaires s'imposent ici. D'un côté, l'UFDR est ethniquement sérieusement partiale. Actuellement, le groupe consiste presque exclusivement de combattants de l'ethnie gula, le groupe le plus nombreux de la région. Les relations avec les autres communautés sont tendues et de violents incidents ethniquement motivés entre les Gula et les Runga (le deuxième groupe en taille) ont été rapportés à plusieurs occasions. Des éléments de l'UFDR ont été impliqués dans plusieurs de ces incidents, particulièrement dans les villes de Sam-Ouandja et d'Ouadda où ils sont connus pour leur harcèlement et les vols qu'ils commettent souvent au détriment de la population non gula en particulier.

Incidents

Resources

D'un autre côté, même si c'est improbable, il ne faudrait pas exclure des motivations de cupidité derrière le comportement de l'UFDR. La zone de l'UFDR touche à la région diamantifère la plus importante à l'est de la RCA et de nombreux combattants de l'UFDR travaillent sur des sites de diamant, la plupart d'entre eux en tant que simples travailleurs, d'autres gérant leur propre site en tant que *chef de chantier* ou *exploitant*⁶⁷. Toutefois, les revenus générés à Sam-Ouandja et dans la région limitrophe grâce au diamant sont faibles⁶⁸. Par ailleurs, de nombreux membres de l'UFDR travaillaient déjà dans les mines de diamant avant d'être enrôlés dans le mouvement⁶⁹. L'impact très limité des ressources naturelles sur les dynamiques des conflits est un phénomène récurrent partout en RCA (ENCADRE 4).

⁶⁶ Entretien réalisé par IPIS avec un commandant de l'UFDR à Sam-Ouandja en novembre 2008.

⁶⁷ Entretiens réalisés par IPIS avec des mineurs et des négociants de diamants à Sam-Ouandja en novembre 2008.

⁶⁸ Entretiens réalisés par IPIS avec des négociants de diamants à Bangui et à Sam-Ouandja en novembre 2008.

⁶⁹ Entretien réalisé par IPIS avec le négociateur et porte-parole de l'UFDR, Djarnib Grebaye à Bangui en novembre 2008.

ENCADRE 4 : Ressources naturelles et conflit en RCA

La République centrafricaine est dotée d'une large gamme de ressources. Celles qui sont actuellement exploitées en quantités considérables sont le bois, les diamants, l'or et l'ivoire⁷⁰. Il est frappant de remarquer que la plupart des territoires aux mains des rebelles ne contiennent que peu de ressources naturelles.

Le bois et le diamant brut sont les produits d'exportation les plus importants du pays.

L'industrie du bois est située dans le sud-ouest, la région sans doute la plus calme du pays. Les huit propriétaires de concessions forestières peuvent opérer sans rencontrer de problèmes de sécurité majeurs⁷¹. En général, le secteur forestier en RCA a bonne réputation⁷². Cette réputation est néanmoins entachée par le permis de coupe exceptionnel octroyé à la compagnie SEBOCA pour une concession en dehors de la zone forestière⁷³.

Les principales régions diamantifères sont situées dans le sud-ouest et dans le centre-est du pays. Tous les gisements sont alluviaux. Presque la totalité de la production est artisanale, employant entre 50 000 et 80 000 « creuseurs » et fournissant les moyens de subsistance à quelque 600 000 personnes dans les zones minières (sur une population totale de 4,2 millions). La RCA est un exportateur de diamants de taille moyenne, avec une exportation de 418 000 carats en 2007 pour une valeur de près de 60 millions USD, ce qui la place au 8^{ème} rang des producteurs de diamants en Afrique. En termes qualitatifs, le pays figure à la 5^{ème} place dans le monde, la grande proportion (75 à 80%) de ses diamants étant de qualité gemme. La RCA est membre du processus de Kimberley depuis 2003 et en 2008, elle a adhéré à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Son économie diamantaire est relativement bien régulée et transparente. La production et le commerce de diamant et d'or sont supervisés par le « Bureau d'Evaluation et de Contrôle de Diamants et Or » (BECDOR). Néanmoins, les trafics existent : le BECDOR estime les exportations frauduleuses de diamants entre 20 à 25%⁷⁴. Il est intéressant de noter qu'en octobre 2008, les exportations officielles ont baissé de manière spectaculaire de plus de 50%, en raison de la fermeture par le gouvernement de 8 « bureaux d'achat » sur 10 (les entreprises de commerce et d'exportation de diamants) en appliquant strictement certains articles du Code Minier. En outre, de nombreux bureaux et collecteurs (négociants) se sont vu confisquer leur diamants⁷⁵.

⁷⁰ Il y a aussi d'importants gisements connus – mais jusqu'à présent non exploités – d'uranium, de fer, de cuivre et probablement de pétrole, ainsi que des présences de zinc, d'étain, de nickel, de coltan, de cobalt, etc.

⁷¹ Entretien réalisé par IPIS avec le directeur d'une entreprise du bois à Bangui en novembre 2008.

⁷² Auzel P. & Schmitt A., *Mission de faisabilité - République Centrafricaine*, publication de Forests Monitor, janvier 2008.

⁷³ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller technique de l'industrie du bois à Bangui, novembre 2008. La concession est située dans la préfecture de Nana-Mambéré près de Bouar. C'est une zone de « forêts-galerie » (des forêts le long d'une rivière). Le permis a été accordé sous la pression d'un ministre en exercice.

⁷⁴ Entretiens réalisés par IPIS avec un responsable du BECDOR à Bangui en novembre 2008.

⁷⁵ Entretiens réalisés par IPIS avec un négociant de diamants et un responsable du BECDOR à Bangui en novembre 2008.

L'insécurité principalement créée par les coupeurs de route affecte également l'exploitation du diamant. Certaines compagnies emploient des services de sécurité privés, des gendarmes ou même des gardes présidentiels pour protéger leurs sites et presque tous les transports se font en avion⁷⁶. Dans le nord-est du pays, tous les bureaux d'achat ont quitté la ville minière de Sam-Ouandja après l'attaque de l'UFDR en novembre 2006 et ne sont jamais retournés. L'activité minière a baissé et depuis lors les diamants doivent être transportés en moto à Bria, un voyage sans arrêt de 48 heures en saison des pluies sur des routes difficiles et dangereuses⁷⁷.

L'or se trouve souvent dans les mêmes régions que les diamants, généralement dans des gisements alluviaux mais aussi en roche. Les principales zones de production sont situées dans le sud-ouest et dans la préfecture de la Ouaka (Bambari). L'or, comme le diamant, est actuellement extrait de manière artisanale.

Il est très difficile de se faire une idée précise de la production d'or en RCA. Les données d'exportation officielles de ces dernières années fluctuent de 14,5 kg en 2005 à 10,3 en 2006 à 20,3 en 2007. Rien qu'au cours de la première moitié de l'année 2008, on compte 33,6 kg, alors qu'aucune exportation n'est mentionnée pour juillet, août, septembre et octobre. Le problème est qu'il n'existe quasiment aucun contrôle sur l'exploitation, le commerce et l'exportation de l'or. Certaines estimations disent que la production s'élève en fait à 2 tonnes par an⁷⁸.

Plusieurs compagnies minières étrangères ont fait des explorations à la recherche de l'or en RCA (comme pour le diamant). Le projet le plus important est celui d'Aurafrique, une filiale de la société canadienne Axmin, près de Bambari. La compagnie anticipe 6,2 tonnes par an pendant 7 ans. L'exploitation industrielle est censée démarrer en 2010/2011.

La seule ressource en RCA qui semble attirer la violence est sa faune. Le braconnage par des groupes lourdement armés est très répandu dans les préfectures de la Vakaga et de Bamingui-Bangoran. Les braconniers sont surtout intéressés par l'ivoire et chassent donc principalement les éléphants. On estime à environ 2 000 le nombre d'éléphants tués en 2007 en RCA⁷⁹. Outre les défenses des éléphants, les braconniers s'intéressent de plus en plus à d'autres « produits » tels que la viande de brousse, les défenses des hippopotames voire même le miel. Presque tout peut se transformer en ressource comme l'illustre le trafic à grande échelle de bambou à Vakaga (voir plus loin). La faune en RCA est soumise à de grandes pressions. La densité de presque tous les animaux sauvages dans le nord-est a fortement baissé ces 20 dernières années⁸⁰.

⁷⁶ Entretien réalisé par IPIS avec un négociant de diamants à Bangui en novembre 2008.

⁷⁷ Entretiens réalisés par IPIS avec des négociants de diamant à Bangui et à Sam-Ouandja en novembre 2008.

⁷⁸ MBendi Information Services, Central African Republic – Mining : Gold Mining, <http://www.mbendi.com>, visité la dernière fois le 16 février 2009.

⁷⁹ Entretiens réalisés par IPIS avec un responsable d'ECOFAC à Bangui en novembre 2008.

⁸⁰ Renaud P.-C., *Recensement aérien de la faune dans les préfectures de la région Nord de la République Centrafricaine*, 2005.

Il n'est cependant pas exclu que des ressources aient été une cause de conflit dans le passé ou puissent le devenir à l'avenir.

L'ancien président Patassé, par exemple, est absolument convaincu que le Tchad a soutenu le coup d'Etat contre son régime car il voulait l'empêcher de lancer des forages de pétrole dans le nord de la RCA⁸¹. Il existe en effet des indices de la présence de réserves de pétrole dans le nord de la RCA et il est vrai que ces 5 dernières années, la recherche de « l'or noir » s'est arrêtée⁸², mais le reste c'est de la spéculation.

Un risque futur lié aux ressources naturelles pourrait être l'exploitation de l'uranium dans le sud de la RCA. Dans la seconde moitié de l'année 2008, Areva, la multinationale française qui dirige un projet d'uranium à Bakouma, a recruté un « coordinateur de protection » pour essayer d'empêcher que le site ne devienne la cible d'un groupe armé⁸³. Bakouma est situé dans la préfecture de Mbomou qui confine avec la préfecture de la Haute-Kotto où l'UFDR a plusieurs positions. La construction à grande échelle sur le site ne démarrera pas avant 2010 et l'exploitation d'uranium pas avant 2014 mais si le projet devait continuer, il entraînera une quasi révolution en termes d'infrastructures et de désenclavement du pays.

La présence des FACA

FACA

La présence des FACA est très limitée dans la région. Les petits contingents de Birao, Sam-Ouandja, Ndélé et Obo sont absolument insuffisants pour contrôler les frontières avec le Tchad, le Soudan et la RDC.

A la suite de l'offensive contre la LRA dans le Parc de la Garamba en RDC (voir plus haut), l'état-major général de la RCA a déclaré qu'il enverrait des troupes additionnelles dans la région d'Obo⁸⁴.

Les motivations des FACA

Le déploiement des FACA dans la région est trop limité pour avoir un impact significatif sur la sécurité. Son plus grand contingent (une compagnie) est basé à Birao. La situation y est calme et stable mais c'est plutôt dû à la présence d'EUFOR plus qu'à celle des FACA. On ne peut pas dire que les FACA remplissent leur mission à l'est (protéger le territoire et la population de la RCA) mais on ne peut pas prétendre le contraire non plus. Quelques rapports récents évoquent des abus commis par les FACA contre la population locale⁸⁵.

Incidents

La présence et les motivations des troupes internationales

International forces

Une compagnie de soldats de la CEEAC sera basée à Ndélé dans le courant de l'année 2009 mais en 2008, aucun contingent de la MICOPAX n'a été

⁸¹ Entretien réalisé par IPIS avec un journaliste à Bangui en novembre 2008.

⁸² Dossier confidentiel de plusieurs sources écrites. IPIS n'a pas enquêté sur la question plus avant car elle n'a pas de rapport direct avec les conflits actuels.

⁸³ Entretien réalisé par IPIS avec un responsable d'AREVA à Bangui en novembre 2008. AREVA essaie sans doute d'éviter les problèmes qu'elle a eus avec sa concession au Niger.

⁸⁴ Reuters, *Central African Republic prepares to resist LRA rebels*, 12 janvier 2009.

⁸⁵ A Birao, un nouveau commandant de la région militaire est arrivé au début d'octobre 2008 et semble en mesure de contrôler ses hommes. A Obo, on peut observer un schéma pareil : plusieurs abus dans le passé et beaucoup moins aujourd'hui.

stationné à l'est. Actuellement, la seule présence de troupes internationales est constituée par les deux compagnies d'EUFOR à Birao.

Les manquements du déploiement des FACA valent aussi pour EUFOR. Il n'y a tout simplement pas assez de troupes pour « protéger la population civile, faciliter l'aide humanitaire et améliorer la sécurité » dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute-Kotto. EUFOR pourrait parvenir à dissuader une nouvelle insurrection armée contre le régime de Bangui mais elle ne pourra pas résoudre les problèmes d'insécurité causés par les bandits qui errent dans la région⁸⁶.

La présence et les motivations de la LRA

Incidents

La LRA (Armée de Résistance du Seigneur) a mené une série d'opérations sur le territoire centrafricain pendant 3 semaines en février et mars 2008. Elle a attaqué une série de villages dans le coin sud-est de la RCA dans la préfecture du Haut-Mbomou (ENCADRE 5).

Resources

Les attaques de la LRA en République centrafricaine correspondent à des raids. La LRA n'a jamais présenté d'agenda politique concernant la RCA et il est d'ailleurs très improbable qu'elle en ait un. La région n'a aucune richesse particulière en termes de ressources naturelles ou de propriétés. Au contraire, elle est sans doute une des régions les plus pauvres d'un des pays les plus pauvres du monde.

La décision prise par la LRA est probablement stratégique. Elle a mené des attaques similaires dans le sud du Soudan juste avant et après le raid en RCA. D'un côté, la LRA a probablement mis en œuvre cette mission en RCA et au sud du Soudan pour faire des provisions (par le pillage) et des recrues (par le kidnapping). De l'autre côté, il est possible que la LRA soit venue dans la région en mission de reconnaissance pour identifier des zones où établir de nouvelles bases en cas de besoin.

Hideout

Si la LRA a de réelles raisons d'attaquer la RCA, cela ne peut que pour assurer la survie du mouvement même. En raison des dernières opérations contre sa base primaire en RDC, la survie de la LRA est soumise à une forte pression. Le retour de la LRA en RCA en 2009 n'est pas dès lors exclu et il sera selon toute probabilité motivé par des raisons de survie.

ENCADRE 5 : Les opérations de la LRA en République centrafricaine

Incidents

La LRA est probablement entrée en RCA pour la première fois le 16 février 2008⁸⁷. S'en est suivi la série d'attaques suivantes :

Une première attaque a eu lieu le 19 février à Bambouti au cours de laquelle 13 personnes ont été enlevées.

Une seconde attaque était dirigée contre Bassigbiri. Le 25 février, 14 personnes y ont été enlevées.

La plus grande opération s'est déroulée à Obo le 6 mars où la LRA a kidnappé 79 personnes.

⁸⁶ C'est un fait connu que l'une des raisons principales de la présence du détachement d'EUFOR à Birao est d'empêcher les rebelles tchadiens basés au Soudan d'entrer au Tchad en faisant un détour par le territoire de la RCA. C'est bien entendu une motivation qui a peu à voir avec la situation de sécurité en RCA.

⁸⁷ Source confidentielle écrite de la MONUC, 2008.

Pour finir, 5 personnes ont été enlevées à Ligoua le 8 mars.

Les otages ont été attachés et battus. Ils ont servi comme porteurs sur le chemin de retour vers le camp de base de la LRA en RDC où ils devaient servir de travailleurs et de soldats. Les femmes et les filles devaient servir aussi d'esclaves sexuelles.

Dans chaque cas, la LRA a également pillé les villages. Elle a volé de la nourriture, des vêtements et des ustensiles. À deux occasions, elle a pillé un poste de santé⁸⁸.

La LRA a enlevé de nombreux enfants. Sur les 111 otages centrafricains, 34 ont été libérés et 4 sont parvenus à s'échapper. Parmi les 34 personnes libérées, on ne compte aucun mineur d'âge⁸⁹.

Initialement, il y a eu une certaine prudence avant d'attribuer les attaques décrites plus haut à la LRA. Toutefois, des preuves supplémentaires provenant de témoignages d'otages parvenus à s'échapper et d'un transfuge de la LRA au cours des mois d'avril et de mai 2008 n'ont plus permis aucun doute⁹⁰.

La présence et les motivations des braconniers

Bandits

Chaque année, des braconniers du Soudan pénètrent dans le parc et les zones de chasse des préfectures de la Vakaga et de Bamingui-Bangoran. Ils entrent toujours dans le territoire centrafricain en suivant les mêmes pistes et disposent de plusieurs sites fixes où se réunir et établir un camp⁹¹. Cependant, au cours de la majeure partie de leur séjour en RCA, leurs positions dépendent surtout des animaux sauvages (surtout des éléphants) qu'ils pourchassent. Ces braconniers sont un exemple type d'un groupe armé dont le seul but est de piller et de tirer profits. Ils prospèrent dans la quasi absence de l'Etat centrafricain et plus le pays est désorganisé, mieux ils peuvent continuer leur trafic.

La présence et les motivations des éleveurs transhumants

Pastoralists

Le nord et l'est de la Vakaga sont populaires parmi les bandes d'éleveurs originaires du Soudan. Les éleveurs tchadiens se rendent dans le nord de Bamingui-Bangoran et de la Vakaga.

La grande majorité de ces bandes transhumantes ne se rendent pas dans la région pour y faire du commerce, elles y viennent pour y faire paître leurs troupeaux. C'est une présence étrangère, parasitique et potentiellement violente car ces bandes sont accompagnées par des gardes lourdement armés qui tirent souvent avant de poser des questions. Par ailleurs, la présence des bandes transhumantes est généralement illégale car des pans entiers de l'est de la RCA ont été officiellement affectés comme zones de chasse⁹², soit des zones préservées par la loi de toute activité de

Central African Republic

⁸⁸ BONUSCA, *Abductions, lootings, rapes and unlawful use of child soldiers following armed attacks against civilians in the Southeastern Central African Republic*, rapport d'évaluation de terrain, mars 2008.

⁸⁹ OCHA, *Rapport mission inter agences et multisectorielle dans le Haut Mbomou (Obo et Bambouti) du 2 au 9 juillet 2008*.

⁹⁰ Sources confidentielles écrites de la MONUC, avril et mai 2008.

⁹¹ Entretien réalisé par IPIS avec des responsables d'ECOFAC à Bangui en novembre 2008.

⁹² Il existe deux types de terrains de chasse officiels : les « Zones Cynégétiques Villageoises » (ZCV) qui appartiennent aux communautés locales et qui sont supervisées par ECOFAC et les « Secteurs de chasse » loués chaque année par l'Etat à des opérateurs privés.

ranshumance pour des raisons écologiques⁹³.

Incidents

Des heurts entre ces groupes et la population locale sont fréquents. Deux cas célèbres illustrant de tels heurts et qui ont fait des victimes ont causé de sérieuses tensions résolues (plus tard) par un accord prévoyant le paiement de compensation⁹⁴. Cependant, les habitants de la région estiment qu'ils sont plongés dans une spirale sans fin de vengeance réciproque⁹⁵.

La présence et les motivations des coupeurs de route

Bandits

Les bandits de grand chemin peuvent opérer aussi librement dans le nord-est que les braconniers. Toutefois le trafic est moindre dans la région et au cours de la saison des pluies, il est carrément nul. Il semblerait que les coupeurs de route de l'est soient encore plus cruels que leurs pendants de l'ouest. A plusieurs reprises, ils ont attaqué des convois humanitaires. En mars 2008, ils ont même tiré sur un transport médical, tuant le patient.

Incidents

On suppose que parmi les braconniers errants, bandits de grand chemin et escortes des éleveurs, il y a des hommes qui combinent deux voire trois de ces « métiers ».

ENCADRE 6 : Le trafic de bambou

Outre les braconniers et les éleveurs, un autre groupe de Soudanais armés est actif sur le territoire centrafricain. Ce groupe est probablement mieux équipé que n'importe quel groupe à l'exception d'EUFOR. Il opère à la fois au nord et au sud d'Am-Dafock, près de la frontière soudanaise, et il est impliqué dans la récolte de bambou à grande échelle.

Des bandes organisées arrivent dans la région à bord de 4x4 et de camions. Elles sont lourdement armées et elles ne tolèrent aucun témoin. Les camions amènent des équipes de coupeurs avec elles. Ils déposent les travailleurs sur le site de récolte et passent les reprendre ensuite avec le bambou coupé. Parfois, la récolte d'un coupeur local (centrafricain) est enlevée de force et embarquée sur les camions. Des sources locales indiquent qu'au moins 50 camions chargés de bambou franchissent la frontière soudanaise chaque semaine⁹⁶.

Le 'bambou chinois' est un matériel de construction populaire au Soudan où il sert à construire des murs, des toits et des meubles. Il y coûte 1 € par tige de 5-6 mètres, ce qui est beaucoup plus cher qu'à Birao⁹⁷. On soupçonne les trafiquants de bambou d'agir avec la complicité de l'armée soudanaise⁹⁸.

Les FACA sont conscientes du problème mais croient ne pas avoir les moyens d'arrêter le trafic.

⁹³ Les bandes d'éleveurs transhumants causent de gros problèmes écologiques. Le lac Gata près de Gordil, par exemple, célèbre il y a quelques années encore pour sa présence massive d'hippopotames est quasiment vide à l'heure actuelle. Il a été contaminé par d'énormes quantités d'urine de vache.

⁹⁴ En 2002, un représentant de l'autorité religieuse musulmane centrafricaine a été tué par des éleveurs soudanais. En mars 2008, des représentants d'ECOFAC ont tué un membre d'une bande transhumante.

⁹⁵ Entretien réalisé par IPIS à Birao en novembre 2008.

⁹⁶ Entretien réalisé par IPIS avec un habitant d'Am-Dafock à Birao en novembre 2008.

⁹⁷ L'ironie de tout cela est que les Centrafricains qui veulent acheter leur propre bambou en passant la frontière à Am Dafock au Soudan paient encore plus cher à cause des taxes qu'ils doivent payer pour « réimporter » le bambou dans leur pays.

⁹⁸ Entretien réalisé par IPIS avec un commandant des FACA à Birao en novembre 2008.



Le colonel 'Laurent' de l'APRD avec un conseiller (IPIS 2008)

Le nord-ouest

Central African Republic

Le nord-ouest de la RCA est la dernière des trois principales zones rebelles à s'être stabilisée même si elle connaît encore pas mal de turbulences. C'est la région d'origine de l'ancien et de l'actuel présidents, mais ils appartiennent à des ethnies différentes : respectivement aux Sara et aux Gbaya. La région est traversée par une ligne de front divisant les supporters et/ou les groupes ethniques des deux leaders. Parmi les zones aux mains des rebelles, c'est aussi celle qui est la plus densément peuplée.

La présence de l'APRD

Rebels

L'APRD tient dans le nord-ouest des positions dans quatre sous-préfectures : Ngaoundaye, Paoua, Markounda et Nangha Boguila. Sa région « centrale » est la sous-préfecture de Paoua, qui, à l'exception du centre ville de Paoua, est complètement sous sa domination. Les rebelles contrôlent la plupart des axes routiers⁹⁹. Ils évitent généralement les plus grands centres urbains et séjournent dans des petits villages ou dans la brousse. Ils ont mis en place des systèmes administratifs et judiciaires parallèles et ils ont remplacé ou nommé plusieurs responsables locaux¹⁰⁰.

Incidents

Les rebelles de l'APRD du nord-ouest de la RCA sont souvent un fardeau pour la population locale. Ils taxent de nombreuses activités des civils et imposent des amendes considérables. Une des pratiques les plus connues dans les territoires tenus par les rebelles sont les exécutions sommaires de personnes accusées de sorcellerie. Certains pensent que l'APRD utilise parfois cette « justice » pour des règlements de compte personnels mais les accusations de sorcellerie sont un phénomène répandu dans tout le pays. D'autres violations des droits de l'homme incluent le pillage et le kidnapping. La plus grande victime de l'APRD est la population peule de la région. L'APRD les considère tous comme des coupeurs de route. La plupart des Peuls sédentaires vivant dans la zone des rebelles ont fui vers le Tchad et le Cameroun. Les rares qui restent se sont regroupés à la périphérie

⁹⁹ Une exception importante est la moitié sud de l'axe Paoua-Bozoum.

¹⁰⁰ Entretiens réalisés par IPIS avec des sources locales et internationales à Paoua en novembre 2008.

Ethnic

de Paoua. En dehors des discriminations ouvertes et les abus envers les Peuls, l'APRD ne semble pas mener une guerre ethnique. Contrairement à l'UFDR, l'APRD ne défend pas spécifiquement les intérêts d'un groupe ethnique unique aux dépens d'autres groupes dans la région. Elle occupe cependant les zones traditionnellement habitées par les Sara. Ce n'est pas un hasard s'il s'agit du groupe ethnique de l'ex-président Patassé.

Incidents

Le colonel Laurent et ses troupes se sont affrontés aux FACA à plusieurs occasions dans le courant de 2008. A la même période, les combattants de l'APRD ont ouvert le feu sur des convois de la MICOPAX à plus d'une reprise. Sur l'axe Paoua-Bozoum, il y a également eu des confrontations avec des groupes d'autodéfense.

Les motivations de l'APRD

L'APRD du nord-ouest est le plus actif des groupes rebelles de la RCA. Contrairement à l'UFDR, la signature d'un accord de paix ne les a pas empêchés de rester militairement actifs.

Resources

L'APRD du colonel Laurent est pauvre et ne semble pas tirer profit de la guerre. Comparée au reste du territoire centrafricain, la zone sous son contrôle est pauvre en ressources naturelles comme les régions voisines.

Si l'APRD veut vraiment protéger la population civile, restaurer l'économie et amener un changement de régime, elle semble ne pas faire de gros efforts pour ce qui concerne les deux premiers points. Les rebelles sont devenus eux-mêmes une menace pour la population locale et leur comportement de parasites envers toutes les activités commerciales dans la région ne favorise pas la relance économique. On distingue difficilement une ligne claire dans le comportement de l'APRD du nord-ouest. D'un côté, elle recherche le pouvoir. Sa ténacité sur le terrain et ses attaques à petite échelle récurrentes contre les FACA (en dépit du processus de paix en cours) sont des indications de son opposition continue à la présidence de Bozizé¹⁰¹.

D'un autre côté, il est clair que l'APRD du terrain cherche une issue. Il n'y a pas eu d'offensive majeure cette dernière année malgré la faible probabilité d'un changement de régime. Une deuxième indication est la question de l'amnistie qui a sérieusement ralenti le processus de paix de Libreville (ENCADRE 7). A cet égard, l'APRD continue son combat pour assurer sa propre survie (et la survie de son président).

ENCADRE 7 : L'amnistie et la Cour Pénale Internationale (CPI) en RCA

En août 2008, l'APRD a quitté le processus de paix de Libreville en raison d'une loi d'amnistie qui était en cours de préparation au parlement centrafricain. L'amnistie ne serait accordée qu'aux auteurs de crimes commis en 2002 et après. Cependant, Jean-Jacques Demafouth, le président de l'APRD, s'était déjà fait critiquer pour des crimes commis avant cette date¹⁰².

¹⁰¹ Le colonel Laurent, insistant sur l'importance d'un changement de régime, a déclaré que s'il le fallait, l'APRD marcherait sur Bangui.

¹⁰² En particulier le « cas Kembé » d'octobre 1999 concernant le meurtre de plusieurs supporters de l'ex-président Kolingba.

Le projet de loi a été revu et finalement adopté le 13 octobre. La période d'amnistie avait été rallongée et Demafouth était une des personnes explicitement mentionnées comme exemptées de poursuites judiciaires¹⁰³. La loi contenait toujours quelques défauts mais l'APRD a tout de même réintégré le processus de paix sans traîner.

Des crimes de guerre en RCA font également l'objet d'une enquête internationale. Actuellement (février 2009), la Cour Pénale Internationale juge l'ancien leader rebelle congolais Jean-Pierre Bemba pour les crimes contre l'humanité commis par ses troupes en RCA en 2002 et 2003. Bemba et ses troupes ont été appelés à deux reprises à l'aide par l'ancien président centrafricain Patassé pour arrêter une tentative de coup d'Etat mené par ses opposants.

La CPI est arrivée en RCA à l'invitation du régime Bozizé lui-même pour enquêter sur ces crimes. Plusieurs Centrafricains haut placés dans le passé redoutent que la CPI ne s'intéresse aussi à eux. Parmi les noms les plus souvent cités, on retrouve l'ancien président Ange-Félix Patassé, l'ancien ministre de la Défense Jean-Jacques Demafouth (l'actuel leader de l'APRD) et l'ancien « aide militaire » du président Abdoulaye Miskine¹⁰⁴ (l'actuel leader de la FDPC).

Détail significatif dans le dossier sur la RCA de la CPI : le procureur international a déclaré se réserver le droit d'enquêter sur d'autres crimes, au-delà de la période de 2002-2003¹⁰⁵. Pour cette raison, le président en exercice – qui a invité le CPI en premier lieu – court le risque de devoir un jour rendre des comptes pour les graves atteintes aux droits de l'homme commises par sa garde présidentielle en 2006-2007 dans le nord et l'est du pays. Le président Bozizé redoute apparemment un tel scénario puisqu'il a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de suspendre les procédures de la CPI¹⁰⁶.

Toutefois, rien n'indique à court terme que les personnes citées plus haut feront dans un avenir proche l'objet d'une inculpation.

La présence des FACA

FACA

Les FACA ont plusieurs postes plus petits dans le nord de la région mais la majorité de leurs forces est basée au sud des zones tenues par les rebelles. Le nord-ouest a la plus grande concentration de forces gouvernementales en dehors de Bangui même si leur nombre reste très faible. Outre les bases et des positions régulières des FACA, des soldats de la Garde Présidentielle sont déployés dans la ville d'origine de la famille du président et servent de gardiens dans plusieurs prisons.

¹⁰³ International Crisis Group, République centrafricaine : débloquent le dialogue politique inclusif, Crisis Group Africa Briefing, décembre 2008.

¹⁰⁴ Qui aurait été aussi le « marabout » personnel de Patassé.

¹⁰⁵ Entretien réalisé par IPIS avec un représentant de la CPI à Bangui en octobre 2008.

¹⁰⁶ International Crisis Group, République centrafricaine : débloquent le dialogue politique inclusif, Crisis Group Briefing, décembre 2008.

Les motivations des FACA

Les soldats qui gardent les prisons de Bossangoa et de Bossembélé sont membres du Battalion Territorial de la Garde Présidentielle. En général, les prisons centrafricaines et ces deux prisons-là en particulier sont tristement célèbres pour les mauvais traitements qu'y subissent les prisonniers¹⁰⁷.

Incidents

Les unités de terrain des FACA sont déployées pour contenir l'APRD et résoudre le problème des bandits de grand chemin dans la région. Les FACA ont mené quelques opérations réussies contre les coupeurs de route en 2008, par exemple à Bilakare. Même si de telles opérations contribuent à l'intégrité du territoire centrafricain et la sécurité de sa population, les FACA continuent d'apparaître comme un des principaux responsables des violations des droits de l'homme dans la région¹⁰⁸. Les plus frappants, ce sont les cas répétés de torture sévère en prison et l'exécution sommaire de civils suspectés d'activités rebelles ou de banditisme.

La combinaison des deux aspects du comportement des FACA indique que l'armée centrafricaine est plutôt occupée de protéger le pouvoir à Bangui (et un groupe spécifique de la population) plutôt que de protéger le peuple et le territoire dans sa totalité.

La présence et les motivations des groupes d'autodéfense

Self-defence

Les groupes d'autodéfense sont présents dans plusieurs zones du nord-ouest soit quasiment partout où les coupeurs de route sont actifs.

A notre connaissance, aucun abus n'a été commis par les groupes d'autodéfense contre la population locale. Leurs attaques ont visé à la fois les bandits de grand chemin et plus récemment l'APRD aussi. En prenant compte du fait que l'APRD dans la zone de Paoua est devenue une charge pour la population civile, cela n'a rien de surprenant. Toutefois, il faut encore voir si les groupes d'autodéfense ne commenceront pas à poser un problème de sécurité eux-mêmes maintenant qu'ils ont été reconnus par les autorités de la RCA.

La présence et les motivations des troupes internationales

International forces

Deux compagnies de la MICOPAX sont déployées dans le nord-ouest, une à Bozoum et une à Paoua. Dans un avenir proche, la compagnie stationnée à Bozoum sera transférée à Ndélé dans l'est. On peut en effet s'interroger sur l'utilité de la compagnie de Bozoum. Elle a sans doute été postée là pour dissuader les bandits de grand chemin mais il n'est pas clair si sa présence seule suffira à résoudre le problème.

A Paoua, la MICOPAX doit s'assurer que les FACA et l'APRD restent dans leurs positions actuelles (après mai 2008). La force de 122 hommes n'a pas été capable d'empêcher une série de confrontations entre les belligérants au cours de la seconde moitié de 2008.

Incidents

Il faut noter que tout au long de 2008, les soldats de la MICOPAX n'ont pas été impliqués dans des violations des droits de l'homme ou des incidents de sécurité importants¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Entretien réalisé par IPIS avec un officier des droits de l'homme de l'ONU à Bangui en novembre 2008.

¹⁰⁸ BONUCA Section Droits de l'Homme, Rapport public de janvier à avril 2008.

¹⁰⁹ C'était différent dans le passé. En 2007, par exemple, le contingent tchadien était connu pour tirer à l'aveugle dans la brousse le long des routes qu'il patrouillait, un comportement dénoncé par les organisations humanitaires travaillant dans la région.

Bandits Incidents

La présence et les motivations des coupeurs de route

En 2008, les coupeurs de route au nord-ouest de la RCA ont été le plus actifs au sud du territoire aux mains des rebelles. Il est frappant de remarquer qu'au cours de la plupart de leurs attaques, ils aient pris des otages et exigé des rançons. Tout comme les braconniers, les bandits bénéficient d'une situation continue d'absence de l'Etat et de relative anarchie. Leurs actions ne peuvent être motivées que par la recherche de profit.

La présence et les motivations des éleveurs transhumants

Les éleveurs dans le nord-ouest de la RCA sont principalement des Centrafricains. Les distances qu'ils parcourent avec leurs troupeaux sont bien plus petites que celles que parcourent leurs pendants dans le nord et l'est du pays. Plusieurs d'entre eux vendent leur bétail au Cameroun¹¹⁰.

Les relations entre les Peuls Mbororo et l'APRD du colonel Laurent ont complètement dégénéré. La plupart des Mbororo centrafricains ont fui au Cameroun et au Tchad. Les rares qui sont restés se sont regroupés pour se retirer dans une partie reculée de Paoua. Les Mbororo affirment que la quasi totalité de leur cheptel a été volée par l'APRD et qu'ils peuvent difficilement circuler car ils vivent sous la menace permanente¹¹¹.

Pastoralists

En dehors de ces Mbororo « indigènes », la zone est également fréquentée par des grandes bandes armées d'éleveurs transhumants originaires du Tchad. Certains de ces groupes viennent vendre leurs animaux au marché de Bangui. Cependant, comme le bœuf est relativement cher pour la bourse du Centrafricain moyen qui préfère manger de la viande de brousse meilleur marché, la demande en RCA est plutôt faible. C'est pour cela que la plupart des éleveurs viennent en RCA dans le seul but de faire paître le bétail. Leur voyage vers le sud les amène parfois aussi loin que Boda et Berbérati mais ils ne pénètrent pas dans la forêt¹¹².

¹¹⁰ *The farmer and the cowman never will be friends. Agricultural conflicts in the Central African Republic*, rapport de recherche commandité par l'Ambassade de France à Bangui, mars 2004, pp. 20-26.

¹¹¹ Entretien réalisé par IPIS avec des Peuls Mbororo dans l'Ouham-Pendé en novembre 2008.

¹¹² Entretien réalisé par IPIS avec un représentant peul à Bangui en octobre 2008.



Maison de civils brûlée à la suite d'une opération de représailles des FACA menée contre l'APRD (IPIS 2008)

Le nord

Central African Republic

Le nord de la RCA est la plus petite des régions du pays touchées par la guerre mais aussi la seule qui héberge deux groupes rebelles différents (qui se sont affrontés dans le passé). Comme dans le nord-ouest, la région pouvait se vanter d'une industrie cotonnière plutôt importante qui a été complètement détruite au cours de l'offensive de Bozizé et de ses troupes tchadiennes en 2003¹¹³. La production est passée en dessous des 10% de ce qu'elle était à la fin des années 1990. Récemment, les choses ont commencé à prendre une tournure moins lugubre. La situation de sécurité dans la région s'est fortement améliorée et le secteur du coton se rétablit¹¹⁴.

De nombreuses organisations humanitaires sont présentes dans la région. Une des raisons principales est que la sous-préfecture de Kabo héberge le seul camp de déplacés internes en RCA.

La présence de l'APRD

Rebels

La zone nord de l'APRD est plus petite que celle du nord-ouest. En général, on fait référence à la zone sous le contrôle de l'APRD par un triangle (Ouandago-Batangafu-Kabo) mais elle contrôle quelques axes voisins aussi ainsi que la zone au nord de Kaga-Bandoro. L'APRD contrôle la plupart des routes, où elle a plusieurs check-points. Les transports commerciaux doivent acquitter une taxe auprès de l'APRD pour sécuriser la route¹¹⁵. En dehors de cette taxe, les gens dans la région souffrent actuellement peu des activités rebelles. Les troupes de l'APRD commandées par le colonel Lakoué sont disciplinées et commettent très peu de violations des droits

Incidents

¹¹³ On affirme généralement que les troupes tchadiennes qui ont accompagné Bozizé lors de sa marche sur Bangui en 2003 ont été autorisées à piller les quelques richesses de la RCA comme une forme de paiement pour leurs efforts.

¹¹⁴ La production de coton a triplé cette dernière année (source : The Economist Intelligence Unit, *Quarterly Country Report*, décembre 2008).

¹¹⁵ Entretien réalisé par IPIS avec le commandant de l'APRD dans les environs de Kaga-Bandoro en novembre 2008.

de l'homme¹¹⁶. Au contraire, il semble que les populations dans la région jouissent d'une sécurité relative. Les groupes d'autodéfense et les coupeurs de route dans la région ont été intégrés dans les rangs de l'APRD.

Les motivations de l'APRD

Quoique faisant partie officiellement du même mouvement et répondant dans la hiérarchie au colonel Laurent, le colonel Lakoué fait montre d'un style de leadership très différent de celui de son supérieur. Lakoué dirige sa zone nord de l'APRD en faisant un recours limité à la force, se comportant plus en administrateur qu'en chef de guerre. Ses deux principaux soucis sont la sécurité et la pauvreté dans sa région¹¹⁷. Il affirme avoir pris les armes pour résoudre ces deux soucis et le comportement de ses troupes sur le terrain semble le confirmer. L'APRD du nord tente de ménager la population locale autant que possible et assure sa propre subsistance. Elle a organisé des unités spéciales pour la chasse, la pêche, l'agriculture et l'élevage¹¹⁸. Elle soutient clairement le travail de développement des organisations humanitaires et du clergé¹¹⁹. L'APRD ne vit pas sur le dos de la population et est parvenue à sécuriser la zone qu'elle contrôle. Dans le courant de 2008, elle n'a pas mené d'opération militaire significative contre les FACA et elle n'a pas non plus essayé de conquérir des territoires supplémentaires. Le colonel Lakoué ne cherche pas une position de pouvoir au sein du gouvernement de la RCA¹²⁰.

Il est intéressant de noter comment l'APRD au nord de Kaga-Bandoro parvient à continuer d'exister et à conserver une organisation solide en dépit de ressources très limitées.

La présence des FACA

FACA

La présence des FACA dans le nord de la RCA est restreinte. En théorie, elles contrôlent l'axe Kabo-Sido Moyenne mais l'attaque récente par le FDPC indique le contraire. Outre Kabo et Sido Moyenne, les FACA n'ont installé des postes qu'à Ndélé et à l'aérodrome d'Awakaba, loin de la zone de l'APRD.

Les motivations des FACA

Les FACA ne disposent pas d'assez d'hommes pour remplir ses fonctions. Les unités isolées avec des relèves insuffisantes pourraient adopter un comportement problématique à l'avenir.

La présence et les motivations de la FDPC

Rebels

Au cours de la plus grande partie de 2008, le déploiement du FDPC se limitait à un groupe de moins de 20 combattants contrôlant un seul village et la zone aux environs. Le groupe s'entendait relativement bien avec le détachement des FACA qui faisait des allers-retours sur la route passant devant le camp du FDPC. Le FDPC utilisait les véhicules des FACA pour leur approvisionnement et à l'occasion, ses membres y faisaient même du

¹¹⁶ Entretiens réalisés par IPIS avec des sources locales et internationales à Kaga-Bandoro en novembre 2008.

¹¹⁷ Entretien réalisé par IPIS avec le commandant de l'APRD dans les alentours de Kaga-Bandoro en novembre 2008.

¹¹⁸ Entretiens réalisés par IPIS avec des observateurs internationaux à Kaga-Bandoro en novembre 2008.

¹¹⁹ Entretiens réalisés par IPIS avec plusieurs travailleurs humanitaires à Kaga-Bandoro en novembre 2008.

¹²⁰ Entretien réalisé par IPIS avec le commandant de l'APRD dans les environs de Kaga-Bandoro en novembre 2008. Des sources proches du colonel Lakoué indiquent qu'il pourrait bien être intéressé par un poste dans la politique ou l'administration locales.

stop sur l'un d'entre eux¹²¹. Le changement soudain dans le comportement relativement pacifique du FDPC peut s'expliquer de deux manières. D'un côté, il est possible que l'attaque du 11 novembre contre le transport des FACA (voir plus haut) n'était qu'un accident causé par un rebelle qui a paniqué et tiré une roquette causant un maximum de dégâts¹²². Cependant, le FDPC avait précédemment recruté de nouveaux soldats et acquis de nouveaux équipements. La coïncidence de ce renforcement et de ce nouveau acte de guerre jette un doute sur l'hypothèse de l'accident. Mais s'il s'agissait d'un acte délibéré, quelle en serait la motivation ? Le FDPC n'était pas mis sous pression par d'autres belligérants dans la région, ce qui fait qu'il est peu probable que celui-ci se battait pour assurer sa survie. Par ailleurs, quand il s'agit de survie, se cacher est sans doute une meilleure option. De plus, le territoire conquis par le FDPC a une valeur stratégique très faible. Il ne possède pas de richesse particulière ni de villes importantes. L'explication la plus plausible réside sans doute dans le fait que le FDPC a voulu montrer qu'il est une force avec laquelle il faut compter. A l'approche du dialogue politique qui devait se tenir en décembre, il a probablement voulu s'assurer par la force un siège à la table et renforcer sa position dans les négociations. Si c'est bien le cas, la motivation première du FDPC semble de vouloir prendre part au pouvoir.

La présence et les motivations des troupes internationales

International forces

La MICOPAX a une base à Kaga-Bandoro qui patrouillait seulement dans un rayon de 10 km autour de Kaga-Bandoro par souci d'obéissance à l'APRD qui lui avait interdit de s'aventurer plus loin. Toutefois, depuis septembre 2008, les patrouilles de la MICOPAX se sont étendues dans la zone de l'APRD et jusqu'à Kabo¹²³. Naturellement, il s'agit là d'un changement essentiel pour une opération militaire dont la mission est de « consolider la paix et la stabilité, d'aider à la défense des droits de l'homme et de préparer et soutenir les élections de 2010 ».

La présence et les motivations des coupeurs de route

Excepté le fait que récemment, il y ait eu moins d'activité de la part des bandits de grand chemin dans le nord, leurs opérations et leurs motivations ne sont pas particulièrement différentes de tels groupes dans d'autres parties de la RCA.

La présence et les motivations des éleveurs transhumants

Trade routes

Il est important de noter que Kaga-Bandoro est situé sur la route la plus fréquentée pour l'approvisionnement en bétail de Bangui.

Au cours de la première moitié de 2008, les relations entre l'APRD et les éleveurs transhumants étaient très tendues. Les éleveurs étaient empêchés de s'approvisionner dans les villes sous le contrôle de l'APRD car ils étaient suspectés de complicité avec les coupeurs de route¹²⁴. Cependant, depuis août, l'embargo a été levé et les relations se sont « normalisées ».

A part les deux remarques faites plus haut, les activités et les motivations des bandes transhumantes ne sont pas particulièrement différentes des groupes d'éleveurs dans d'autres régions de la RCA.

¹²¹ Entretien réalisé par IPIS avec un travailleur humanitaire de la région de Kabo à Kaga-Bandoro en novembre 2008.

¹²² Une hypothèse suggérée à IPIS par un observateur militaire de haut niveau.

¹²³ Entretien réalisé par IPIS avec un conseiller technique de la MICOPAX à Bangui en novembre 2008.

¹²⁴ Entretien réalisé par IPIS avec le commandant de l'APRD près de Kaga-Bandoro en novembre 2008.

ENCADRE 8 : Derniers développements (décembre 2008-janvier 2009)

Un nombre d'événements politiques importants ont eu lieu au cours des mois de décembre 2008 et de janvier 2009.

Du 8 au 20 décembre, un « Dialogue Politique Inclusif » (DPI) s'est tenu à Bangui. Il était présidé par l'ancien président du Burundi, Pierre Buyoya, et la plupart des personnalités d'envergure des mouvements politico-militaires de la RCA y étaient présentes. Au cours du dialogue, il fut décidé qu'un gouvernement d'unité nationale devait être créé. Le 30 décembre, la conclusion du DPI fut suivie d'une visite de Demafouth, le président de l'APRD à Padoua où il a demandé le pardon et a déclaré la paix en présence du colonel Laurent.

Le gouvernement a été dissout le 18 janvier et un nouveau cabinet a été investi le 20 janvier. Faustin Archange Touadéra fut renommé premier ministre tout comme de nombreux autres membres de son précédent gouvernement. Quelques fonctions ont changé de mains, y compris la nomination d'un poste (mineur) pour l'UFDR et APRD. Le nouveau gouvernement fut accueilli avec peu d'enthousiasme et il reste à voir si les rebelles seront des membres loyaux¹²⁵.

Entre-temps, le processus de paix de Libreville s'est poursuivi. Dans son cadre, un comité travaille à un programme de DDR pour la RCA. Le comité est présidé par BONUCA.

En matière de sécurité, quatre évolutions mériteraient d'être suivies de près. Premièrement, la présence d'une (autre) faction dissidente de l'UFDR a été confirmée. Ces rebelles seraient basés près de Ndélé et ils dénoncent des abus commis par l'UFDR contre les membres de la communauté des Runga¹²⁶. Les Runga ont un problème avec le leadership de Damane à la tête de l'UFDR. Ils résistent au fait qu'ils ont été mis sur le côté au sein à la fois de l'UFDR et du commerce du diamant dans la région¹²⁷. Le nouveau mouvement s'est affronté à plusieurs occasions aux FACA.

Deuxièmement, le FDPC reste en dehors du processus de paix et maintient ses positions dans le nord.

Troisièmement, l'APRD est relativement calme depuis la conclusion du DPI. Même s'il y a eu une nouvelle confrontation avec les FACA dans l'extrême nord-ouest, entraînant l'incendie de plusieurs maisons, celle-ci n'aurait pas été motivée politiquement¹²⁸. Cela illustre cependant le fait que l'APRD (du nord-ouest) demeure un acteur du conflit imprévisible. En janvier, plus de 4 000 Centrafricains ont fui et traversé la frontière du Tchad car ils craignaient une reprise des combats.

Enfin, l'opération militaire contre la LRA dans le nord-est de la RDC se poursuit, et pendant quelque temps, on a cru que la LRA était en route pour la RCA. Le gouvernement centrafricain a déclaré qu'il enverrait des renforts dans le sud-est du pays¹²⁹.

Ethnic

¹²⁵ La composition du nouveau gouvernement a été critiquée par l'APRD ainsi que par l'opposition politique. Toutefois, cela n'a pas abouti à ce jour à un boycott de l'APRD ou à une reprise des hostilités.

¹²⁶ HDPT CAR Bulletin d'information 92, janvier 2009.

¹²⁷ Entretiens téléphoniques réalisés par IPIS avec du personnel militaire et humanitaire en janvier 2009.

¹²⁸ Entretien téléphonique réalisé par IPIS avec un diplomate français en janvier 2009.

¹²⁹ Reuters, *Central African Republic prepares to resist LRA rebels*, 12 janvier 2009.



Des mineurs artisanaux de diamants au travail près de Sam-Ouandja (IPIS 2008)

Conclusion

Même s'il n'y a pas de combats à grande échelle et peu de cas de « guerre ouverte », on peut affirmer à juste titre que peu de régions de la RCA sont réellement sécurisées et qu'en fait la plus grande partie du territoire est en état d'insécurité permanente.

Ce rapport a essayé de démêler l'accumulation de conflits et de répondre aux questions suivantes : qui manie les armes, où et pourquoi ?

L'APRD est le plus visible des groupes rebelles. Elle contrôle une partie significative d'une des régions les plus peuplées du pays. Elle a été la dernière à signer un accord de paix avec le gouvernement et elle a violé le cessez-le-feu à plusieurs reprises. Si elle est un acteur actif du conflit, elle n'est pas pour autant passée à l'offensive. Actuellement, elle ne montre aucune tendance à vouloir étendre le territoire sous son contrôle. On peut dès lors en déduire qu'elle est d'accord avec le statu quo actuel et qu'elle attend les résultats du processus de paix en cours. Deux raisons pourraient expliquer cette position. D'un côté, il est possible que l'APRD cherche à sortir de la lutte armée. Le leadership politique pourrait être arrivé à la conclusion que son insurrection ne parviendra pas à renverser le gouvernement en place et que si elle veut survivre, elle doit conclure un accord (comprenant une amnistie). D'un autre côté - et c'est plus probable pour les commandants sur le terrain -, l'APRD pourrait espérer que le processus de paix répondra à leurs griefs. Si les griefs de l'APRD ne sont pas très articulés et proprement repris dans un manifeste politique, ils semblent tout de même expliquer, ne fut-ce que partiellement, ses motivations pour se battre et son comportement sur le terrain. C'est sans aucun doute le cas de la branche Lakoué du mouvement.

Il est intéressant de noter que la zone de l'APRD comprend tous les territoires de l'ethnie sara au nord et au nord-ouest de la RCA. Toutefois, plusieurs autres groupes ethniques vivent (en partie) sous le contrôle de l'APRD et les incidents sur le terrain n'indiquent pas une guerre ethnique qui se déroulerait.

L'UFDR dispose de plus de moyens que l'APRD mais elle ne s'est pas opposée aux FACA en 2008.

Au contraire, elle coopère avec celles-ci. L'UFDR de Damane est un acteur loyal du processus de paix. A part le fait qu'elle est moins hostile aux FACA et au gouvernement de Bangui, son comportement est comparable à celui de ses pendants dans le nord (ouest). Tout au long de 2008, l'UFDR n'a pas montré d'intérêt pour le pouvoir ou le profit. Elle a maintenu son contrôle sur les régions habitées par son propre groupe ethnique et elle attend l'issue du processus de paix et le lancement d'un programme de DDR. Comme pour l'APRD, son attitude défensive pourrait signifier deux choses. D'un côté, l'UFDR pourrait s'être repliée dans sa région d'origine pour assurer sa survie et tirer un accord acceptable du conflit. De l'autre côté, il se pourrait qu'elle pense que le processus en cours puisse générer une solution viable et une réponse à ses griefs. Motivée ou non par des griefs, l'UFDR est devenue un mouvement mono-ethnique. Des incidents indiquent qu'elle entretient des relations difficiles avec d'autres groupes ethniques et au moins deux groupes dissidents sont nés. Pour cela, il est peu probable que l'UFDR exprime encore les griefs de la région du nord-est dans sa totalité.

Il y a un troisième groupe rebelle qui a toujours une présence militaire sur le terrain et qui participe aux négociations avec le gouvernement. Cependant, le FDPC du général Miskine avait quasiment cessé d'exister pour la grande partie de 2008 avant de réapparaître soudainement juste avant le début du Dialogue Politique Inclusive. Il affiche un équipement tout neuf et gère un site internet sophistiqué mais il n'a jamais formulé de griefs ni d'exigences concrètes. On peut seulement supposer que le « nouveau » FDPC voulait peser sur le dialogue. La question reste de savoir s'il veut obtenir une position politique importante ou s'il veut simplement essayer de saboter le processus.

Les FACA ont une très mauvaise réputation. Toutefois elles ont commis moins de violations des droits de l'homme en 2008 qu'au cours des années précédentes. Leur comportement envers la population locale dans les coins reculés du pays s'est amélioré. La Garde Présidentielle n'a mené que quelques-unes de ses fameuses missions à l'intérieur.

En dépit des améliorations mentionnées, elles continuent d'être un des auteurs les plus importants de violations des droits de l'homme.

Par ailleurs, elles sont encore loin d'accomplir leur tâche de protéger le territoire de la République centrafricaine et sa population. Cela est principalement dû au manque d'effectifs et d'équipement. L'armée centrafricaine est trop faible et trop petite pour protéger sa population des agressions armées.

En raison de la faiblesse des FACA (et l'absence d'Etat en général), plusieurs autres groupes armés peuvent presque librement se déplacer sur le territoire centrafricain. Pour la plus grande partie, ces groupes affichent des comportements de parasite envers à la fois le territoire et la population centrafricains.

Le profit qui peut être tiré du contrôle de régions riches en ressources naturelles ne constitue une motivation pour aucun des belligérants importants. Aucun d'entre eux ne contrôle des zones qui abondent en ressources naturelles en RCA et aucun d'entre eux n'a essayé d'en faire la conquête en 2008. En gardant en tête qu'il y a de nombreuses régions riches en ressources naturelles en RCA et qu'aucune d'entre elles n'est particulièrement bien protégée, c'est une observation importante qui contredit la croyance selon laquelle les rebelles africains se battent toujours pour le profit.

Certaines ressources naturelles de la RCA provoquent bien de l'insécurité et attirent des groupes lourdement armés mais ce sont des bandits armés qui préfèrent opérer discrètement et sans être dérangés. Ce ne sont pas des rebelles. Ils préfèrent ne pas affronter les FACA et bon nombre d'entre eux sont des étrangers.

Pour être complet, il faudrait noter que certains combattants individuels de l'UFDR tirent leurs revenus de l'exploitation de diamants dans les régions voisines et que des développements récents indiquent que leur contrôle sur certaines zones diamantifères explique sans doute pourquoi une nouvelle milice ethnique s'est organisée dans la région.

Recommandations

Recommandations pour mettre fin aux activités rebelles de l'APRD

- La sécurité doit être rétablie partout en RCA en renforçant les services de sécurité via un programme de RSS qui accorde suffisamment d'attention à la discipline des FACA.
- Il faut créer une ouverture politique. La perspective d'élections libres et honnêtes en 2010 pourrait suffire mais une meilleure représentation de l'APRD dans le gouvernement actuel pourrait également être nécessaire.
- Il faut s'assurer que les commandants de terrain de l'APRD continuent d'être impliqués dans la suite du processus de paix.
- Il faut organiser un processus de DDR digne de ce nom.
- Le soutien du gouvernement aux groupes d'autodéfense dans la région doit cesser. Le renforcement des groupes d'autodéfense peut mener à des dynamiques de conflit incontrôlables.
- L'aile nord-ouest de l'APRD doit être disciplinée. Son imprévisibilité compromet le processus de paix.
- A long terme, il faut lutter contre la négligence socio-économique de la région.

Recommandations pour mettre fin aux activités rebelles de l'UFDR

- La sécurité doit être rétablie partout en RCA en renforçant les services de sécurité via un programme de RSS qui accorde suffisamment d'attention à la discipline des FACA.
- Il faut créer une ouverture politique. La perspective d'élections libres et honnêtes en 2010 pourrait suffire mais une meilleure représentation de l'UFDR dans le gouvernement actuel pourrait également être nécessaire.
- Il faut organiser un processus de DDR digne de ce nom.
- L'UFDR doit représenter toutes les populations de la région. Si elle continue de se focaliser sur l'ethnie gula, des groupes dissidents armés pourraient continuer d'émerger. Pour éviter cela, un autre représentant d'un autre groupe ethnique de la région devrait participer au processus de paix.
- La présence (occasionnelle) d'une force internationale en Haute-Kotto pourrait contribuer à préserver la stabilité dans la région.
- A long terme, il faut lutter contre la négligence socio-économique de la région.

Recommandations pour mettre fin aux activités rebelles du FDPC

- Les FACA devraient exercer une pression suffisante sur le FDPC pour forcer celui-ci à réintégrer le processus de paix.
- La MICOPAX devrait être déployée plus proche de la zone sous contrôle du FDPC.
- Il faut organiser un processus de DDR digne de ce nom.

Recommandations pour faire que les FACA fassent leur travail

- Les FACA ont besoin d'être renforcées, particulièrement en termes de personnel supplémentaire et de meilleures infrastructures et conditions de logement.
- Les FACA doivent être disciplinées. Il faudrait faire des exemples pour montrer que les violations des droits de l'homme par des soldats seront sanctionnées par des poursuites judiciaires et des punitions.
- Plus de détachements des FACA devraient être déployés en dehors de Bangui. Ils devraient être stationnés à l'intérieur du pays ou aux frontières.

Recommandations pour régler la question du banditisme armé (sous ses différentes formes)

- L'Etat centrafricain a besoin d'imposer son droit unique d'utiliser des armes.
- Une plus grande présence de l'Etat est nécessaire, particulièrement des services de sécurité centrafricains.
- La coordination avec les Etats voisins est nécessaire.

Recommandations pour résoudre les conflits liés à la présence des éleveurs transhumants

- L'Etat centrafricain a besoin d'imposer son droit unique d'utiliser des armes.
- Une plus grande présence de l'Etat est nécessaire, particulièrement des services de sécurité et de l'administration.
- Les mécanismes traditionnels de résolution de conflit ont démontré une efficacité insuffisante.
- La coordination avec les Etats voisins est nécessaire. Il faut conclure un accord régional concernant les éleveurs mobiles.

Annexe 1 : Liste des abréviations

AK	Fusil automatique kalachnikov (<i>Avtomat Kalashnikova</i>)
APG	Accord de Paix Global
APRD	Armée Populaire pour la Restauration de la République et la Démocratie
BECDOR	Bureau d'Evaluation et de Contrôle de Diamants et Or (Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique)
BONUCA	Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
BPSI	Bataillon de Protection et de Sécurité des Institutions
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières (France)
CAR	<i>Central African Republic</i>
CARPE	<i>Central African Regional Program for the Environment</i>
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	Communauté Financière Africaine
CPI	Cour Pénale Internationale
CPR	Compagnie de Protection Rapprochée
DDR	Désarmement Démobilisation et Réintégration
DIADATA	<i>Dataset on Diamonds</i> (Centre for the Study of Civil War, PRIO - Oslo)
DPER	Direction de la Programmation, des Etudes et de la Recherche (Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique)
DPI	Dialogue Politique Inclusif
ECOFAC	Conservation et utilisation rationnelle des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale
EUFOR	Force de l'Union européenne (<i>European Union Force</i>)
FACA	Forces Armées Centrafricaines
FAL	Fusil Automatique Léger
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDPC	Front Démocratique du Peuple Centrafricain
FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
FOMUC	Force Multinationale en Centrafrique
GP	Garde Présidentielle
HDPT	<i>Humanitarian and Development Partnership Team</i>
HRW	Human Rights Watch
IGN	Institut Géographique National (France)
IPIS	International Peace Information Service
JRC	<i>Joint Research Centre</i> (Commission européenne)
LACCEG	Laboratoire de Climatologie, de Cartographie et d'Etudes Géographiques (Université de Bangui – Département de Géographie)
LRA	<i>Lord's Resistance Army</i> – Armée de Résistance du Seigneur
MICOPAX	Mission de consolidation de la paix en Centrafrique
MLCJ	Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice
MONUC	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo
OCHA	<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i> - Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (Nations Unies)
ONU	Organisation des Nations Unies
PARPAF	Projet d'Appui à la Réalisation de Plans d'Aménagement Forestier, Bangui
PDRN	Programme de Développement de la Région Nord
PKM	Mitrailleuse kalachnikov modernisée (<i>Pulemet Kalashnikova Modernizirovanniy</i>)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

RCA	République centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RPG	Lance-roquettes antichar (<i>Ruchnoy Protivotankoviy Granatomyot</i>)
RSS	Réforme du Secteur de la Sécurité
SEBOCA	Société d'Exploitation des Bois de Centrafrique
SIG	Système d'Information Géographique
SPLA	<i>Sudan People's Liberation Army</i> - Armée populaire de libération du Soudan
UDF	<i>Ugandan Defence Forces</i> - Forces de Défense Ougandaises
UE	Union Européenne
UFDR	Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement
UFR	Union des Forces Républicaines
UNDSS	Département de Sécurité des Nations Unies (<i>United Nations Department of Safety and Security</i>)
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (<i>Office of the United Nations High Commissioner for Refugees</i>)



Des mineurs artisanaux de diamants tamisant du gravier (IPIS 2008)

Annexe 2 : Comment utiliser les cartes internet

- Sélectionnez une carte dans le menu déroulant à droite de l'écran.
- Vous pouvez changer le niveau de détail des cartes en zoomant. Les cartes sont disponibles en trois échelles différentes : 1:7 500 000 (vue initiale), 1:3 000 000 et 1:1 000 000. Pour zoomer, glissez le bouton dans le coin inférieur gauche vers le signe plus ou faites rouler la roulette de la souris. Pour des raisons de clarté, certains éléments de la carte disparaissent quand on visionne la carte à une plus grande échelle mais apparaissent quand on zoome.
- Vous pouvez facilement naviguer dans la carte en la déplaçant avec le pointeur de la souris. En double-cliquant sur une position, celle-ci apparaît au centre de la carte.
- Les cartes présentent une fonction de recherche géographique et thématique avancée qui localise des séries de lettres.
- En cliquant sur le bouton « Carte de localisation », une petite carte générale apparaît dans une nouvelle fenêtre dans le coin supérieur gauche de l'écran.
- Chaque carte est pourvue d'une légende.
- Vous pouvez également effectuer une recherche thématique en cliquant sur le bouton « Listes ». En cliquant sur un élément de la liste (ou des listes), cet élément apparaît automatiquement dans la carte avec un zoom. Un tableau apparaît simultanément affichant les informations sur l'élément de la carte.
- Vous pouvez rechercher les mêmes informations sur les éléments de la carte en cliquant sur l'élément directement sur la carte (le curseur de la souris doit d'abord prendre la forme d'une main).

Notez que parfois plus d'un groupe armé est présent – ou plus d'un incident violent a eu lieu – dans un même endroit. Dans ce cas les symboles représentant les différents groupes ou incidents se chevauchent sur la carte, ce qui rend difficile voire impossible d'obtenir toutes les informations en cliquant sur les symboles. On peut résoudre ce problème en cliquant sur le bouton « Listes » dans l'écran en bas. Dans le cas de différents groupes, il y aura un petit menu déroulant en tête de tableau où chaque groupe a une liste différente de localités. Sélectionnez la localité dans chacune des listes. Dans le cas d'« Incidents », la localité est mentionnée deux fois (ou plus) dans la liste, une fois pour chaque incident particulier.